

SÉRIE DE DOCUMENT DE TRAVAIL

**INCIDENCE SUR L'ÉCONOMIE
MONDIALE DES RÉFORMES EN
MATIÈRE D'INVESTISSEMENT
ÉTRANGER ET DE COMMERCE
MISES EN OEUVRE EN CHINE**

*Document de travail n° 17
Octobre 1997*



Industrie Canada Industry Canada

SÉRIE DE DOCUMENT DE TRAVAIL

**INCIDENCE SUR L'ÉCONOMIE
MONDIALE DES RÉFORMES EN
MATIÈRE D'INVESTISSEMENT
ÉTRANGER ET DE COMMERCE
MISES EN OEUVRE EN CHINE**

par Winnie Lam, Industrie Canada

*Document de travail n° 17
Octobre 1997*

Also available in English

Données de catalogage avant publication (Canada)

Lam, Winnie

Incidence sur l'économie mondiale des réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine.

(Documents de travail; numéro 17)

Texte en anglais et en français disposé tête-bêche.

Titre de la p. de t. addit.: Impact of China's Trade and Foreign Investment Reforms on the World Economy.

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 0-662-63184-6

No de cat. C21-24/17-1997

1. Chine -- Commerce.
 2. Chine -- Politique commerciale.
 3. Investissements étrangers -- Chine.
 4. Chine -- Relations économiques extérieures.
 5. Canada -- Commerce -- Chine.
- I. Canada. Industrie Canada
II. Coll.: Document de travail (Canada. Industrie Canada)

HC426.92I46 1997

382'.0951

C97-980382-9F

Les opinions exprimées dans ce document de travail ne reflètent pas nécessairement celles d'Industrie Canada ou du gouvernement fédéral.

Vous trouverez à la fin du présent ouvrage des renseignements sur les documents publiés dans le cadre du *Programme des publications de recherche* et sur la façon d'en obtenir des exemplaires. Des sommaires des documents de recherche, de même que des sommaires et les versions intégrales des documents de travail, des documents hors-série et des documents de discussion d'Industrie Canada, ainsi que de notre bulletin trimestriel, *MICRO*, peuvent être consultés sur *STRATEGIS*, le service d'information commerciale en direct du Ministère, à l'adresse <http://strategis.ic.gc.ca>.

Prière d'adresser tout commentaire à:

Someshwar Rao
Directeur, Analyse des investissements stratégiques
Analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen, 5^e étage, tour ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0H5
Tél: (613) 941-8187
Télé: (613) 991-1261
Rao.Someshwar@ic.gc.ca

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	i
1. INTRODUCTION	1
2. ÉVOLUTION DU SECTEUR EXTÉRIEUR DE LA CHINE ET SES RÉPERCUSSIONS SUR LE CANADA, L'ASIE ET D'AUTRES ÉCONOMIES ..	7
Importance accrue du commerce et de l'investissement étranger direct en Chine	7
Compétitivité changeante sur le plan de l'exportation en Chine	10
Relations changeantes en matière de commerce et d'investissement interrégional bilatéral	13
3. PORTÉE DES RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER IMPOSÉES PAR LA CHINE	27
Portée des restrictions au commerce imposées par la Chine au milieu des années 1980	27
Restrictions au commerce imposées en Chine et distorsions des prix sur les exportations canadiennes au début des années 1990	32
Portée des restrictions à l'investissement étranger au milieu des années 1980 ..	35
4. INCIDENCE DES RÉFORMES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER ET DE COMMERCE MISES EN OEUVRE EN CHINE	39
Effets de bien-être : Réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine	42
Effets de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine sur la structure du commerce mondial	52
Résumé	57
5. CONCLUSIONS	59
ANNEXE 3.A ÉVALUATION DE LA PORTÉE DES RESTRICTIONS AU COMMERCE IMPOSÉES EN CHINE AU MILIEU DES ANNÉES 1980	63
ANNEXE 3.B RESTRICTIONS AU COMMERCE IMPOSÉES EN CHINE ET DISTORSIONS DES PRIX SUR DES GROUPES DE PRODUITS CHOISIS QUI TOUCHENT LE CANADA (DÉBUT DES ANNÉES 1990)	73
ANNEXE 4.A MODÈLE D'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL APPLIQUÉ À PLUSIEURS PAYS	75

ANNEXE 4.B

**EXPLICATION DE L'EFFET DE BIEN-ÊTRE NÉGATIF SUR LE JAPON
DÉCOULANT DE L'ABOLITION DES RESTRICTIONS À
L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER IMPOSÉES EN CHINE**

(EXPÉRIENCE B) 87

BIBLIOGRAPHIE 89

PUBLICATIONS DE RECHERCHE D'INDUSTRIE CANADA 93

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	Part par région de la population de l'APEC, 1995	2
Figure 1.2	Exportations et importations totales de la Chine, de 1980 à 1994	4
Figure 2.1	Commerces et stock d'investissement étranger de la Chine en % de son PIB	7
Figure 2.2	Évolution de l'avantage comparatif révélé (ACR) de la Chine, ensemble de produits manufacturés, 1979-1980 et 1989-1990	11
Figure 2.3	Part de la Chine des exportations mondiales de certains produits manufacturés, 1985-1990	12
Figure 2.4	Avantage comparatif révélé (ACR) de la Chine et du Canada, certaines industries, 1989-1990	14
Figure 2.5	ACR des biens à fort coefficient de main-d'oeuvre non spécialisée de certains pays de l'Asie-Pacifique, 1980-1992	16
Figure 2.6	Répartition des exportations de la Chine par région, 1980-1993 (données non corrigées en fonction des réexportations à partir de Hong Kong)	17
Figure 2.7	Répartition des exportations de la Chine par région, 1990 (données rajustées en fonction des réexportations à partir de Hong Kong)	18
Figure 2.8	Répartition des importations de la Chine par région, 1980-1993 (données non corrigées en fonction des réexportations à partir de Hong Kong)	21
Figure 2.9	Répartition, par région, stock d'investissement étranger entrant en Chine, 1980 et 1993	22
Figure 2.10	Répartition, par région, stock d'investissement étranger sortant de la Chine, 1980 et 1993	23
Figure 2.11	Part des quatre principaux produits du Canada exportés en Chine (1991-1995) - selon le code de classification à six chiffres H.S.	25
Figure 3.1	Indicateur sectoriel de restrictions à l'importation en Chine (milieu des années 1980)	28
Figure 3.2	Indicateur sectoriel de restrictions à l'exportation en Chine (milieu des années 1980)	29
Figure 3.3	Taux de rendement de la Chine et des autres régions	37
Figure 4.1	Effets de bien-être de la réforme en matière de commerce, de la réforme en matière d'investissement étranger et des réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine	43
Figure 4.2	Effets sur les termes de l'échange de la réforme en matière de commerce, de la réforme en matière d'investissement et des réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine	44
Figure 4.3	Gains en efficience mondiaux découlant de la réforme en matière de commerce, de la réforme en matière d'investissement étranger et des réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine	46
Figure 4.4	Variation des taux de rendement après la réforme en matière d'investissement étranger et les réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine	47
Figure 4.5	Entrée de capitaux en Chine après la réforme en matière d'investissement étranger et les réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine	48

Figure 4.6	Sortie de capitaux par région exportés de la Chine après la réforme en matière d'investissement étranger et les réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine	49
Figure A4.1	Structure de production dans chaque secteur	75
Figure A4.2	Structure hiérarchique utilisée dans les fonctions d'utilité dans les ménages . . .	79

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1	Produit intérieur brut de la Chine, de l'APEC et de certaines économies - 1994	3
Tableau 2.1	Commerce de marchandises de la Chine, 1980-1994	7
Tableau 2.2	Stock d'investissement étranger direct de la Chine, 1980-1993	8
Tableau 3.1	Appariement de la classification des produits dans le modèle à l'aide des codes de la Classification type pour le commerce international (CTCI) de l'ONU	31
Tableau 3.2	Restrictions au commerce imposées par la Chine et distorsions des prix sur des produits choisis qui ont touché le Canada (début des années 1990)	34
Tableau 4.1	Classification régionale à l'intérieur du modèle	40
Tableau 4.2	Variations dans la structure du commerce sectoriel découlant uniquement de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine (expérience A)	53
Tableau A3.1	Détermination des écarts de prix entre les prix sur le marché intérieur de la Chine et les prix sur le marché international dans les secteurs d'exportation de la Chine au milieu des années 1980	61
Tableau A3.2	Détermination des écarts de prix entre les prix sur le marché intérieur de la Chine et les prix sur le marché international dans les secteurs d'importation de la Chine au milieu des années 1980	64

SOMMAIRE

La population de la Chine est faramineuse. En 1995, elle représentait plus d'un cinquième de la population mondiale. Ce pays, qui connaît la croissance économique la plus rapide au monde, a enregistré un taux de croissance annuel moyen réel de 11 % entre 1980 et 1994. En 1995, la Chine occupait le 11^e rang en importance des pays commerçants au monde. Elle était également le deuxième pays en importance bénéficiaire d'investissement étranger direct parmi toutes les économies membres de l'APEC en 1992, absorbant 6,8 % du total mondial.

Le retour de la Chine sur la scène du commerce international offre à d'autres pays de nombreuses possibilités de commerce et d'investissement, tout particulièrement en raison du revenu par habitant en Chine qui se situait toujours à un faible niveau, soit 451 \$ US en 1994. On s'attend à ce que le Canada et d'autres pays bénéficient directement des rapports accrus avec la Chine en ce qui concerne le commerce et l'investissement, et en bénéficient de façon indirecte grâce aux effets des retombées dont d'autres économies pourraient profiter. Des pays moins développés et d'anciennes économies dirigées peuvent également tirer parti de l'expérience de la Chine au fur et à mesure qu'ils mettent en place des réformes dans leur propre secteur étranger.

L'importance de l'ouverture de la Chine au système de commerce mondial justifie la tenue d'une analyse empirique exhaustive. À cette fin, dans le cadre de la présente étude on examine de près ce qui se passerait si la Chine abolissait COMPLÈTEMENT toutes les restrictions qu'elle impose en matière de commerce et d'investissement étranger. Les répercussions que cela entraîneraient sur la Chine ainsi que sur d'autres pays commerçants sont analysées à l'aide de la technique computationnelle d'équilibre général. Le deuxième objectif visé est de donner un aperçu de la situation actuelle en pleine évolution du secteur extérieur de la Chine et de l'importance qu'elle revêt pour le Canada, l'Asie et d'autres économies. Voici donc quelques-unes des principales constatations découlant de cette étude :

- En ce qui concerne TOUTES régions, les résultats du modèle utilisé laissent fortement croire qu'il y a un effet complémentaire positif entre la réforme en matière de commerce et la réforme en matière d'investissement étranger mises en oeuvre en Chine. Bien que le modèle indique que CHAQUE région tire profit de ces réformes, il révèle également que les gains augmentent considérablement dans TOUTES les régions si la Chine met les deux réformes en application de façon simultanée.
- Même si les possibilités d'accroître les perspectives commerciales entre le Canada et la Chine peuvent être énormes, actuellement les restrictions à l'importation et la réglementation des prix qui sont imposées en Chine entravent toujours un grand nombre d'exportations importantes et éventuelles du Canada vers la Chine. Dans une certaine mesure, les restrictions à l'importation imposées par le Canada en ce qui concerne les biens de main-d'oeuvre (p. ex., le vêtement, les tissus et la chaussure) freinent les exportations de la Chine vers le Canada dans ces secteurs d'exportation.

- Les liens qu'entretient la Chine avec les États-Unis en matière de commerce et d'investissement, et tout particulièrement avec Hong Kong, en Asie, se sont resserrés de façon considérable. On s'attend à ce que le Canada tire profit des effets indirects découlant des gains réalisés par les États-Unis et les économies asiatiques grâce aux réformes s'appliquant au secteur étranger mises en oeuvre en Chine.

En ce qui a trait aux politiques, les constatations favorisent grandement l'élimination complète des barrières commerciales de la Chine, à la fois pour le bien de la Chine et celui d'autres économies, y compris le Canada. Fait encore plus révélateur, les résultats obtenus à l'aide du modèle font ressortir l'importance de procéder à une série de réformes en profondeur en Chine. Les réformes en matière de commerce et d'investissement étranger mises en oeuvre en Chine se complètent bien compte tenu du fait que les gains de bien-être augmentent considérablement dans TOUTES les régions lorsque la Chine met en oeuvre les deux réformes en même temps au lieu de les apporter séparément. Enfin, on espère que le succès remporté par la Chine encourage les pays moins développés et d'anciennes économies dirigées qui emboîteront le pas et mettront en oeuvre leurs propres réformes en matière de secteur étranger.

1. INTRODUCTION

En 1995, la population de la Chine s'élevait à 1,2 milliard. Ce chiffre représentait 21 % de la population mondiale ou un peu plus de 55 % de celle de toute la région de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) (figure 1.1). Le taux annuel moyen réel de croissance au pays était de 11 % entre 1990 et 1994, devançant même les quatre tigres asiatiques et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (tableau 1.1). L'ouverture de l'économie chinoise à la scène du commerce international devient un sujet pertinent autant sur le plan national qu'international. La Chine a retenu l'attention de ses pays voisins d'Asie ainsi que celle de tous les autres pays du monde. En l'espace d'une courte période s'échelonnant sur moins de deux décennies, la Chine est passée d'une économie presque fermée à une économie où les investissements étrangers et le commerce extérieur ont joué des rôles dominants.

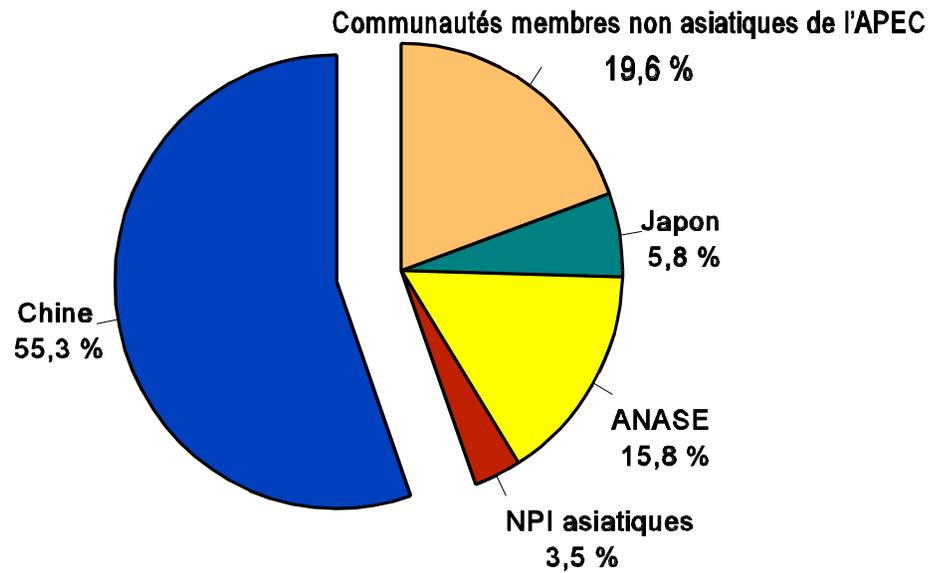
Le commerce de marchandises, en pourcentage du PIB de la Chine, a enregistré une hausse, passant de 12,4 % en 1980 à 50 % en 1994. À cet égard, la Chine est devenue, en 1994, une économie plus ouverte que celle des États-Unis (à 16,7 %) ou même que celle des économies membres de l'APEC (à 24,3 %). Entre 1980 et 1994, les exportations totales de la Chine se sont multipliées par 6,2, pour atteindre 120 milliards de dollars US en 1994. La croissance des importations totales de la Chine est tout aussi impressionnante, augmentant de 6,9 fois pour atteindre 140 milliards de dollars US en 1994 (figure 1.2).

Parmi les économies membres de l'APEC, la Chine occupait le deuxième rang en importance des pays bénéficiaires d'investissement étranger direct en 1992, absorbant 6,8 % du total mondial. Ce pourcentage est légèrement inférieur à celui des États-Unis qui se situait à 7 % du total mondial au cours de la même année. L'économie gigantesque et vigoureuse de la Chine offre de nombreuses possibilités en matière de commerce et d'investissement, tout particulièrement en raison du fait que le revenu par habitant au pays demeure à un faible niveau, soit 451 \$ US¹ en 1994, revenu par habitant le plus faible parmi toutes les économies membres de l'APEC (tableau 1.1).

¹ Différentes méthodes de calcul donnent des résultats différents en ce qui concerne le PIB par habitant de la Chine. Indépendamment de la méthode utilisée, le niveau du revenu en Chine demeure quand même faible comparativement aux normes mondiales. Selon les chiffres publiés dans le Rapport sur le développement dans le monde, le PIB en dollars par habitant en Chine est demeuré entre 300 \$ US et 700 \$ US au milieu des années 1980, et ce jusqu'en 1991. Si on compare au chiffre que l'on obtient en utilisant la méthode de parité des pouvoirs d'achat formulée par le Programme de comparaison internationale des Nations Unies, le PIB estimé en dollars estimé par habitant de la Chine en 1986 se situait à 1 044 \$ US. Consulter Ruoen et Kai (1994).

Figure 1.1

Part par région de la population de l'APEC, 1995



Source : Compilations d'Industrie Canada à l'aide de données tirées de différentes sources

Nota : Part de l'APEC en 1995 de la population mondiale : 38,3 %

Population mondiale en 1995 : 5,7 milliards

APEC : Organisation de coopération économique Asie-Pacifique

ANASE : Association des nations de l'Asie du Sud-Est

NPI : Nouveaux pays industrialisés

Tableau 1.1
Produit intérieur brut de la Chine, de l'APEC et de certaines économies — 1994

	PIB (milliards \$ US)	PIB par habitant	Taux moyen de croissance annuelle réel 1980-1994
Communautés asiatiques membres de l'APEC			
Chine	540,9	451	11,0
NPI asiatiques	824,2	11 053	7,9 **
ANASE	459,2	1 359	5,5 **
Japon	4 690,0	3 7550	3,3
Communautés non asiatiques membres de l'APEC			
Canada	547,2	18 628	2,8
États-Unis	6 935,7	26 570	2,9
Mexique	357,9	4 095	1,4
Océanie	388,2	15 104 *	2,6 **
APEC	14 392,3	6 602 *	3,6
Union européenne	7 029,0	18 948	2,0

Source : Compilations d'Industrie Canada à l'aide de données tirées de différentes sources; DRI (1997).

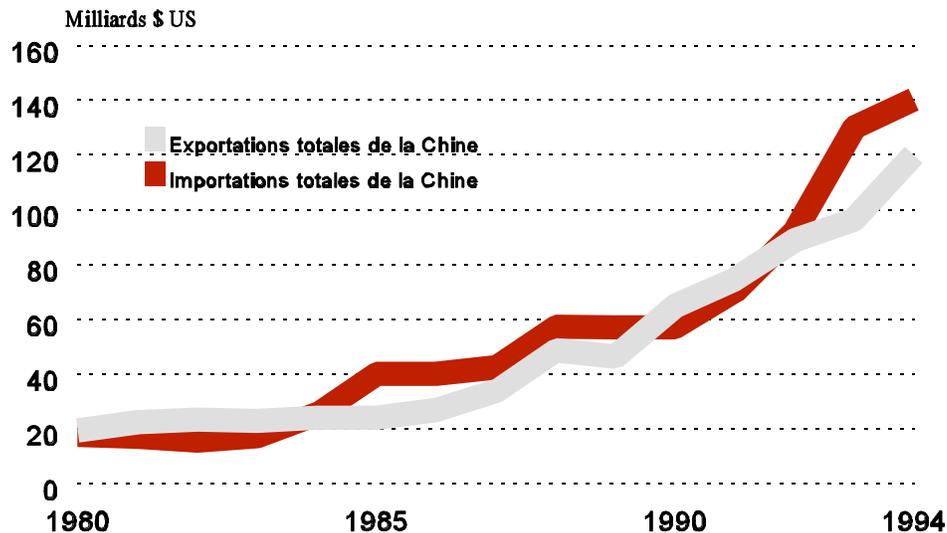
Nota : * Les données indiquant le PIB par habitant sont calculées en fonction des données du PIB de 1994 et des chiffres de population pour 1995.

** Données de 1980 à 1992.

UE : Union européenne

Figure 1.2

Exportations et importations totales de la Chine, de 1980 à 1994



Source : Base de données sur le commerce mondial, Statistique Canada

Actuellement, les rapports qu'entretient le Canada avec la Chine en matière d'investissement et de commerce sont peu nombreux. En 1993, la Chine comptait pour à peine 1 % du commerce total de marchandises du Canada. À la même époque, la Chine ne représentait que 0,15 % du stock d'investissement étranger direct du Canada étranger et à l'étranger. Même si le marché potentiel de la Chine est immense et que cette dernière déploie sans cesse des efforts pour libéraliser complètement ses règles en matière de commerce et d'investissement étranger, les perspectives d'avenir pour le Canada en matière de commerce et d'investissement avec la Chine ne doivent cependant pas être sous-estimées. Indirectement, compte tenu des rapports dynamiques et sans cesse croissants qu'entretient le Canada avec certains des plus importants partenaires commerciaux asiatiques de la Chine, le Canada devrait bénéficier des retombées entraînées par les avantages éventuels dont profiteront ces économies asiatiques à la suite de la mise en oeuvre en Chine de réformes en ce qui concerne le secteur étranger.

La présente étude porte principalement sur la question hypothétique suivante : Quelle serait l'incidence de l'assouplissement COMPLET des restrictions imposées par les politiques relatives au commerce et à l'investissement étranger en Chine? Quelles seraient les répercussions de ce changement sur la Chine, l'Asie et d'autres pays commerçants, y compris le Canada? Pour répondre à ces questions, on a recours, dans le cadre de la présente étude, à la méthode

computationnelle d'équilibre général (CEG). En outre, certains faits sont fournis afin d'expliquer la situation actuelle en pleine évolution du secteur extérieur de la Chine et ses répercussions sur le Canada, l'Asie et d'autres économies. Cette étude met également en évidence les barrières commerciales et les distorsions des prix qui existent en Chine qui peuvent avoir entravé l'expansion de certaines exportations du Canada vers la Chine.

Dans la présente étude, on se penche tout d'abord sur l'importance accrue du commerce et de l'investissement, sur l'avantage comparatif changeant de la Chine et sur les rapports interrégionaux changeants en ce qui concerne le commerce et l'investissement entre la Chine et Hong Kong, le Canada et d'autres économies après 1978. La section suivante illustre la portée des restrictions au commerce et à l'investissement étranger imposées en Chine au milieu des années 1980, époque qui marque le point de départ de l'exercice de simulation à l'aide du computationnel d'équilibre général. On y traite également des barrières commerciales et des autres distorsions des politiques actuelles qui influent sur les exportations du Canada vers la Chine. Les résultats obtenus à l'aide du modèle sont ensuite analysés à la Section IV qui traite des conséquences sur le bien-être et le commerce que pourrait entraîner l'abolition totale des restrictions au commerce et à l'investissement étranger imposées en Chine. On met tout particulièrement l'accent sur l'importance de l'interaction entre ces deux réformes et leur incidence sur la Chine et d'autres économies. Enfin, la dernière section résume les principales constatations qui ressortent de cette étude et propose certaines mesures en matière de politiques que pourraient prendre le Canada et d'autres économies.

2. ÉVOLUTION DU SECTEUR EXTÉRIEUR DE LA CHINE ET SES RÉPERCUSSIONS SUR LE CANADA, L'ASIE ET D'AUTRES ÉCONOMIES

Les réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine ont entraîné d'énormes conséquences sur le secteur extérieur de l'économie. Les activités de la Chine à l'étranger ont occupé une place beaucoup plus importante dans un pays qui joue de plus en plus un rôle de premier plan dans le système de commerce mondial. Des changements particuliers se sont produits dans la concurrence sur le plan de l'exportation en Chine. La Chine a également tissé des liens plus étroits avec d'autres pays. La présente section traite de quelques-uns de ces changements importants qui se sont produits dans l'économie chinoise et de leur incidence sur d'autres pays.

A. Importance accrue du commerce et de l'investissement étranger direct en Chine

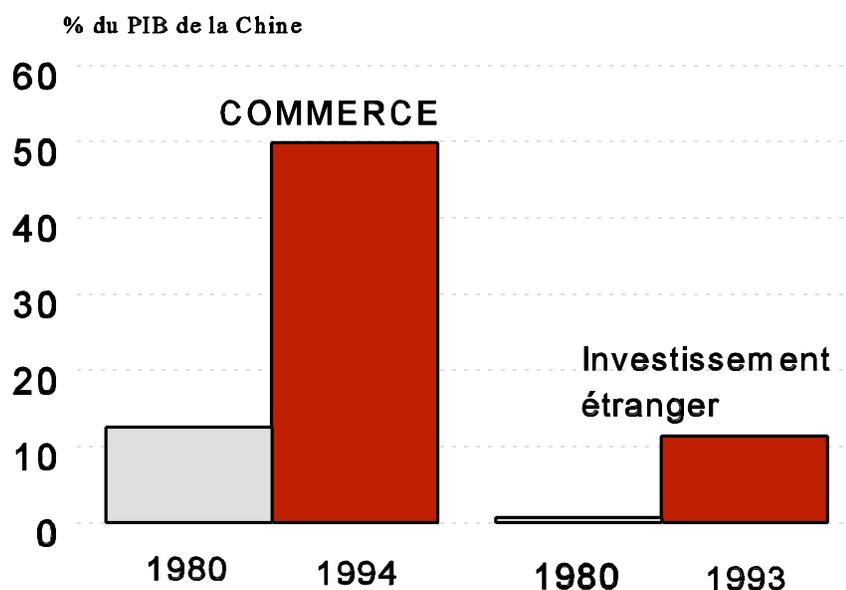
Depuis que la Chine a mis en oeuvre sa réforme en matière de commerce, le pays est devenu une économie reposant beaucoup plus sur le commerce et a connu une croissance phénoménale sur le plan du commerce. La Chine est vite devenue un partenaire commercial important au sein de l'APEC et dans le monde entier. Cette situation est tout à fait différente de celle qui prévalait en 1980 alors que la Chine était plutôt une économie fermée dont le commerce de marchandises était évalué à 37 milliards de dollars US. Le commerce de marchandises exprimé en pourcentage du PIB de la Chine n'était que de 12,4 % à cette époque, pourcentage le plus faible parmi toutes les économies membres de l'APEC. En 1994, le commerce de marchandises de la Chine a grimpé jusqu'à 260,1 milliards de dollars US et son commerce, en pourcentage du PIB du pays, a plus que quadruplé entre 1980 et 1994 pour atteindre 50 % (figure 2.1, tableau 2.1). En 1995, la Chine occupait le 11^e rang en importance des pays commerçants au monde².

Entre 1980 et 1994, les exportations de la Chine sont passées de 19,3 milliards de dollars US à 119,8 milliards de dollars US, permettant ainsi à la part des exportations de la Chine par rapport à son PIB de plus que tripler, passant de 6,5 % en 1980 à 22,9 % en 1994. Parmi toutes les économies membres de l'APEC, la croissance des exportations de la Chine était parmi les plus rapides, n'étant devancée que par Hong Kong au cours de la période s'échelonnant de 1980 à 1992. Depuis 1992, la Chine occupe le 6^e rang en importance des exportateurs parmi les 18 économies membres de l'APEC. Entre 1980 et 1994, les importations en Chine ont augmenté de façon phénoménale, c'est-à-dire 6,9 fois plus élevées, passant de 17,7 milliards de dollars US à 140,3 milliards de dollars US. Au cours de la même période, les importations, exprimées en pourcentage du PIB de la Chine, ont presque quintuplé pour atteindre 26,9 % en 1994. Entre 1980 et 1992, parmi toutes les économies membres de l'APEC la croissance des importations en Chine a été la plus impressionnante. En 1992, la Chine se classait au 5^e rang en importance des importateurs parmi toutes les économies membres de l'APEC. (Tableau 2.1)

² Sutton et Zhili Ge (1996).

Figure 2.1

Commerce et stock d'investissement étranger de la Chine en % de son PIB



Source : Compilations d'Industrie Canada à l'aide de données tirées de différentes sources

Tableau 2.1
Commerce de marchandises de la Chine, 1980-1994

	Exportations		Importations		Totaux	
	1980	1994	1980	1994	1980	1994
Valeur (milliards de dollars US)	19,3	119,8	17,7	140,3	37,0	260,1
% du PIB	6,5	22,9	5,9	26,9	12,4	49,8

Source : Ahmad, Rao et Barnes (1996); Base de données sur le commerce mondial, Statistique Canada.

Depuis que la Chine a ouvert son économie, elle a très bien réussi à attirer l'investissement étranger direct, comme le démontre le contraste saisissant entre les années 1980 et le début des années 1990. En 1980, l'investissement étranger direct accumulé en Chine s'élevait à 1,8 milliard de dollars US, ou 0,6 % du PIB du pays. Au cours de la période s'échelonnant de 1981 à 1986, l'investissement étranger annuel moyen en Chine ne représentait que 1,8 % des flux totaux mondiaux. Ce pourcentage était beaucoup plus faible que celui des pays voisins de la Chine; les nouveaux pays industrialisés (NPI) asiatiques (4,3 % des flux des investissements totaux à l'échelle mondiale) et l'ANASE (2,8 %). En 1993, l'investissement étranger accumulé en Chine avait augmenté considérablement et était passé à 65,9 milliards de dollars US. Entre 1980 et 1993, la part de stock d'investissement étranger en pourcentage du PIB de la Chine s'est multipliée par 18, passant ainsi d'un négligeable 0,6 % en 1980 à 11 % en 1993. En 1992, la Chine était le deuxième pays en importance bénéficiant d'investissement étranger parmi toutes les économies membres de l'APEC, comptant pour 6,8 % des flux des investissements totaux à l'échelle mondiale, et devançant même les NPI asiatiques (à 5,5 %) et l'ANASE (à 5,3 %). À la même époque, la Chine est également devenue un important pays exportateur de capitaux parmi les pays en voie de développement. L'investissement à l'étranger de la Chine a enregistré une hausse, passant de 0,1 milliard de dollars US en 1980 à 2,1 milliards de dollars US en 1993 (figure 2.1, tableau 2.2).

Le retour de la Chine dans le système de commerce mondial a permis au pays de percer rapidement sur la scène du commerce international. Évidemment, il est de plus en plus important que d'autres pays reconnaissent l'importance du marché chinois et qu'ils cherchent à saisir les possibilités en matière de commerce et d'investissement dans ce pays. Le Canada a donc tenté de resserrer ses liens avec la Chine en matière de commerce et d'investissement, ce qui sera sûrement fructueux pour les deux pays dans un avenir prochain.

Tableau 2.2
Stock d'investissement étranger direct de la Chine, 1980-1993

	Investissement étranger en Chine		Investissement à l'étranger de la Chine		Totaux	
	1980	1993	1980	1993	1980	1993
Valeur (milliards de \$ US)	1,8	65,9	0,1	2,1	1,9	68,0
% du PIB	0,6	11,0	0,0	0,3	0,6	11,3

Source : Compilations d'Industrie Canada à l'aide de données tirées de différentes sources; Ahmad, Rao et Barnes (1996).

B. Compétitivité changeante en Chine sur le plan de l'exportation

L'élimination des distorsions commerciales en Chine a entraîné une augmentation des exportations à destination de la Chine en fonction de l'avantage comparatif du pays. La figure 2.2 illustre les variations de l'avantage comparatif révélé (ACR) pour 18 catégories de produits au cours de la décennie s'échelonnant de 1979-1980 à 1989-1990. L'indice d'ACR d'un groupe de produits est la part qu'occupe le groupe de produits dans les exportations totales d'une économie divisée par la part qu'occupe ce groupe de produits dans les exportations mondiales. Généralement parlant, un indice d'ACR supérieur à un (1) indique que le pays jouit d'un avantage comparatif en ce qui concerne un produit en particulier. Cependant, les distorsions dues aux politiques gouvernementales peuvent avoir eu une incidence sur le niveau de l'indice d'ACR.

Entre 1979-1980 et 1989-1990, les trois secteurs les plus dynamiques qui ont entraîné une hausse des indices d'ACR en Chine étaient le vêtement, la chaussure et les produits divers (notamment les jouets et les articles de sport). La part que représente ces biens dans les exportations totales de la Chine a enregistré une hausse spectaculaire, passant de 16 % en 1985 à plus de 35 % en 1990. L'exportation à partir de la Chine de ces biens représentait une part de plus en plus importante du pays dans les exportations mondiales (Figure 2.3). Malgré la baisse de l'indice d'ACR dans les textiles, les fils et les tissus entre 1979-1980 et 1989-1990, l'avantage comparatif de la Chine dans ces secteurs est demeuré énorme. Cet essor laisse supposer que la Chine a exporté davantage en fonction de son avantage comparatif dans les biens de main-d'oeuvre traditionnels.

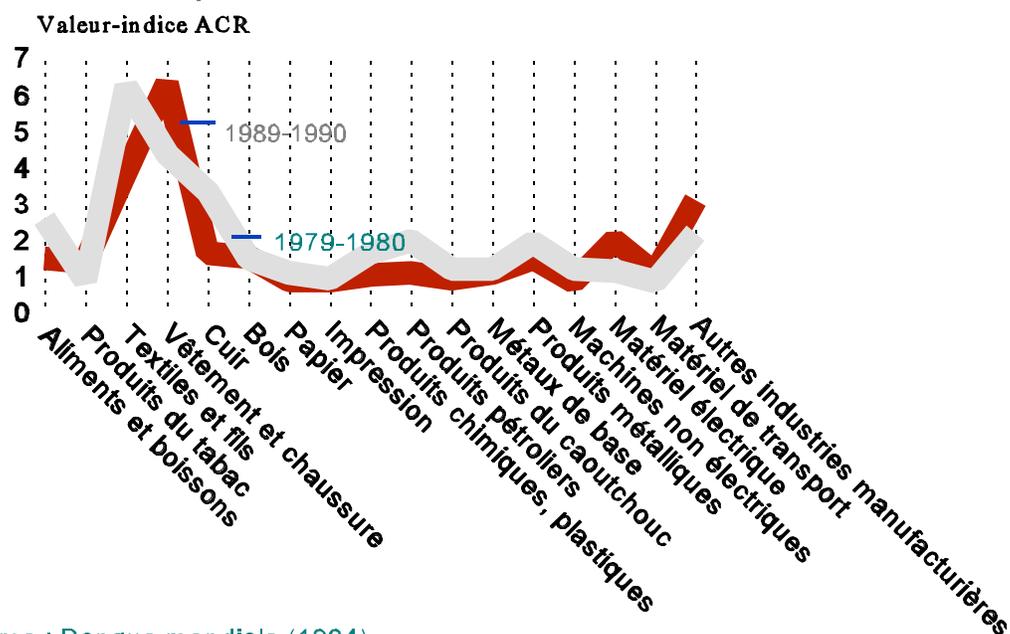
La Chine a toujours favorisé et visé l'exportation de biens dans les secteurs des biens de capital et des produits de haute technologie. Depuis que la Chine a mis ses réformes en oeuvre, la réduction progressive des subventions à l'exportation et des incitatifs fiscaux dans ces secteurs industriels a en fait entraîné une baisse de l'indice d'ACR global de ces industries, passant de 0,41 en 1979-1980 à 0,24 en 1989-1990. Entre 1979-1980 et 1989-1990, les indices d'ACR ont connu une baisse considérable dans les industries de produits chimiques et pétroliers. Les indices d'ACR relatifs aux machines non électriques et au matériel de transport sont demeurés considérablement sous le un³. La figure 2.2 indique clairement que l'avantage comparatif de la Chine dans les produits de papier et les métaux de base a toujours été faible⁴.

³ Soulignons que la montée en Chine de l'indice d'ACR relatif au matériel électrique entre 1979-1980 et 1989-1990 est attribuable presque exclusivement à l'expansion des opérations d'assemblage dans des catégories de produits comme les récepteurs radio, le matériel des télécommunications, les radiateurs indépendants électriques et les appareils ménagers électriques (réfrigérateurs et machines à laver). Ces produits représentaient environ 75 % de toutes les exportations de matériel électrique de la Chine au début des années 1990.

⁴ Cette analyse de l'avantage comparatif changeant en Chine repose en grande partie sur des données fournies dans la Banque mondiale (1994).

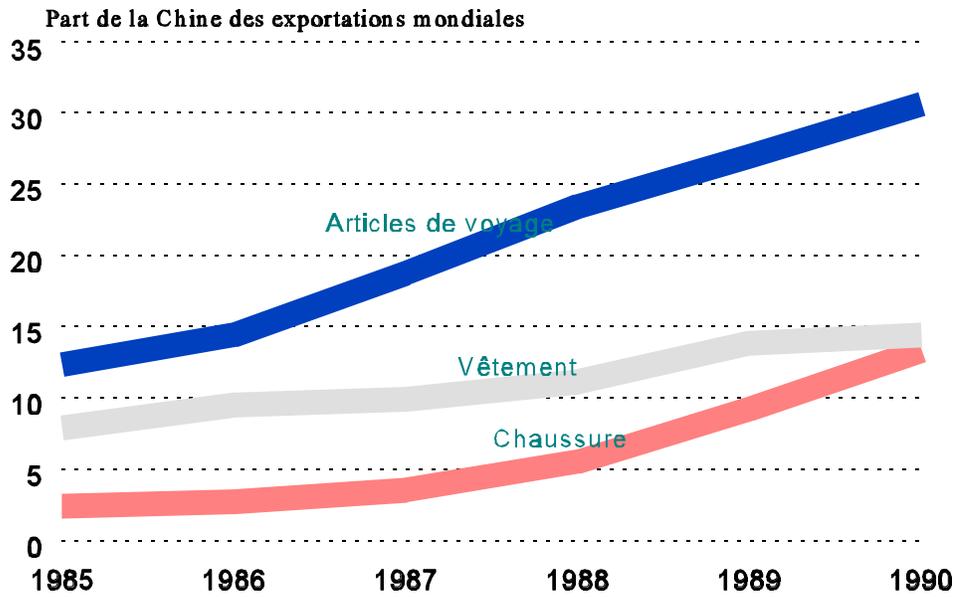
Figure 2.2

Évolution de l'avantage comparatif révélé (ACR) de la Chine, Ensemble de produits manufacturés, 1979-1980 et 1989-1990



Source : Banque mondiale (1994).

Note : Un indice d'avantage comparatif révélé (ACR) supérieur à un (1) indique que le pays jouit d'un avantage en ce qui concerne un produit en particulier.

Figure 2.3**Part de la Chine des exportations mondiales de certains produits manufacturés, 1985-1990**

Source : Banque mondiale (1994).

En ce qui concerne le Canada, cela signifie qu'il existe d'énormes possibilités en matière d'expansion du commerce avec la Chine. En 1990, certaines catégories de produits pour lesquelles le Canada jouit d'un avantage comparatif correspondent à des catégories dans lesquelles la Chine n'est pas concurrentielle et vice versa (figure 2.4). Si les indices d'ACR du Canada sont faibles dans le domaine des textiles et des produits divers, la compétitivité de la Chine dans ces secteurs est vigoureuse. Bien qu'il n'existe pas de données disponibles et utilisables facilement sur l'indice d'ACR du vêtement et de la chaussure pour le Canada au début des années 1990, on peut présumer sans se tromper que l'indice d'ACR du Canada dans cette catégorie se situe loin derrière l'indice d'ACR de la Chine. Le Canada est très concurrentiel dans les produits du bois, les articles en papier et le matériel de transport. Les perspectives d'exportation du Canada vers la Chine dans ces secteurs semblent très prometteuses. Comparativement à la Chine, l'indice d'ACR en ce qui concerne le raffinage du pétrole et les métaux de base au Canada est également assez bon.

Au cours des années 1980, l'avantage comparatif de la Chine en ce qui concerne les exportations à fort coefficient de main-d'oeuvre peu spécialisée a augmenté continuellement; on a toutefois observé la tendance contraire à Taïwan, à Hong Kong et en République de Corée (figure 2.5). L'ouverture de l'économie de la Chine associée à des augmentations successives des coûts unitaires de la main-d'oeuvre dans les économies asiatiques plus développées ont obligé ces dernières à se tourner vers l'exportation de produits de main-d'oeuvre spécialisée et de biens de capital. Les situations différentes qui prévalaient en matière de développement économique en Chine et dans les NPI asiatiques offrent de nouvelles possibilités d'accroître les perspectives commerciales entre ces deux régions. Parallèlement, les pays de l'ANASE ont tenté de s'écarter du secteur primaire pour s'orienter vers l'exportation de produits à fort coefficient de main-d'oeuvre au cours des années 1980, et ils ont fait face à une concurrence féroce en raison de l'expansion de produits similaires des exportations de la Chine. Même s'il a augmenté légèrement, l'indice d'ACR de biens à fort coefficient de main-d'oeuvre non spécialisée des pays de l'ANASE est demeuré en deçà du un (1) au début des années 1990 (figure 2.5).

C. Relations changeantes en matière de commerce et d'investissement interrégional bilatéral

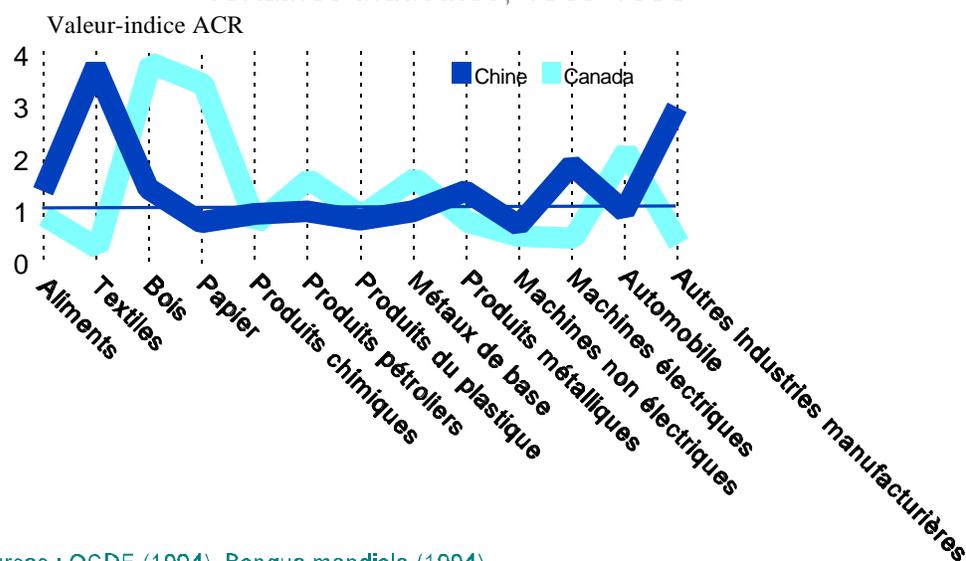
Depuis l'adoption, en Chine, de la politique du libre accès, l'intégration plus profonde des économies de la Chine et de Hong Kong est beaucoup plus forte et plus intense. Le rôle de Hong Kong en tant qu'intermédiaire commercial entre la Chine et le reste du monde s'est raffermi. L'investissement étranger direct de Hong Kong vers la Chine a été lié directement aux activités axées sur l'exportation en Chine et a grandement contribué au succès de la Chine au chapitre de l'exportation.

Dans le cadre de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine, Hong Kong s'est vu confier un rôle de plus en plus important en tant que point de transit dans le but de

faciliter le commerce entre la Chine et le reste du monde. En 1993, les exportations de la Chine vers Hong Kong représentaient une part importante de 26 % (ou 25 milliards de dollars US) des exportations totales de la Chine (figure 2.6). Néanmoins, ce pourcentage est trompeur parce que Hong Kong a constitué de plus en plus le point d'entrée pour les exportations de la Chine au lieu d'être le consommateur de ces exportations. En 1984, la valeur des exportations de la Chine vers Hong Kong s'élevait à 6,9 milliards de dollars US, dont 47,8 % étaient réexportées vers d'autres pays à partir de Hong Kong. En 1990, 88 % (ou 29 milliards de dollars US) des exportations de la Chine vers Hong Kong étaient réexportées. Si on rajuste les données relatives à la réexportation de produits de la Chine à partir de Hong Kong, la part de Hong Kong des exportations totales de la Chine a en fait chuté, passant d'environ 14 % en 1984 à 6 % en 1990 (figure 2.7). Si l'on tient compte de ces réexportations, les exportations de la Chine vers les États-Unis et la Communauté européenne (CE) ont connu la croissance la plus rapide, pour devenir le premier et le deuxième marché d'exportation en importance de la Chine en 1990.

Figure 2.4

Avantage comparatif révélé (ACR) de la Chine et du Canada, certaines industries, 1989-1990

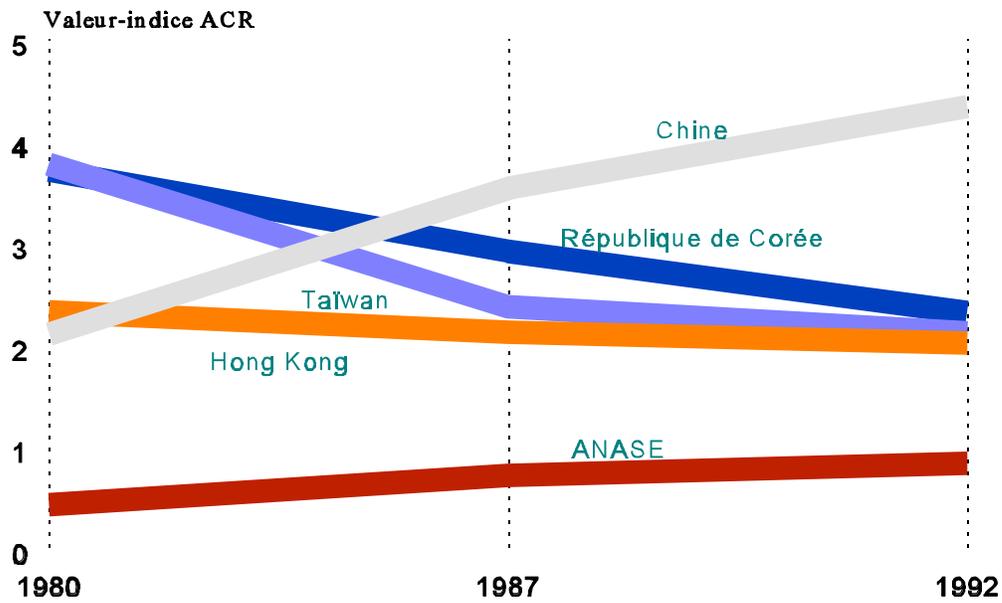


Sources : OCDE (1994), Banque mondiale (1994).

Nota : En raison du manque de données, le rapprochement dans la classification des produits utilisés pour évaluer l'avantage comparatif révélé de la Chine et du Canada n'est qu'une approximation et ne peut être comparée directement

Figure 2.5

ACR des biens à fort coefficient de main-d'oeuvre non spécialisée de certains pays de l'Asie-Pacifique, 1980-1992

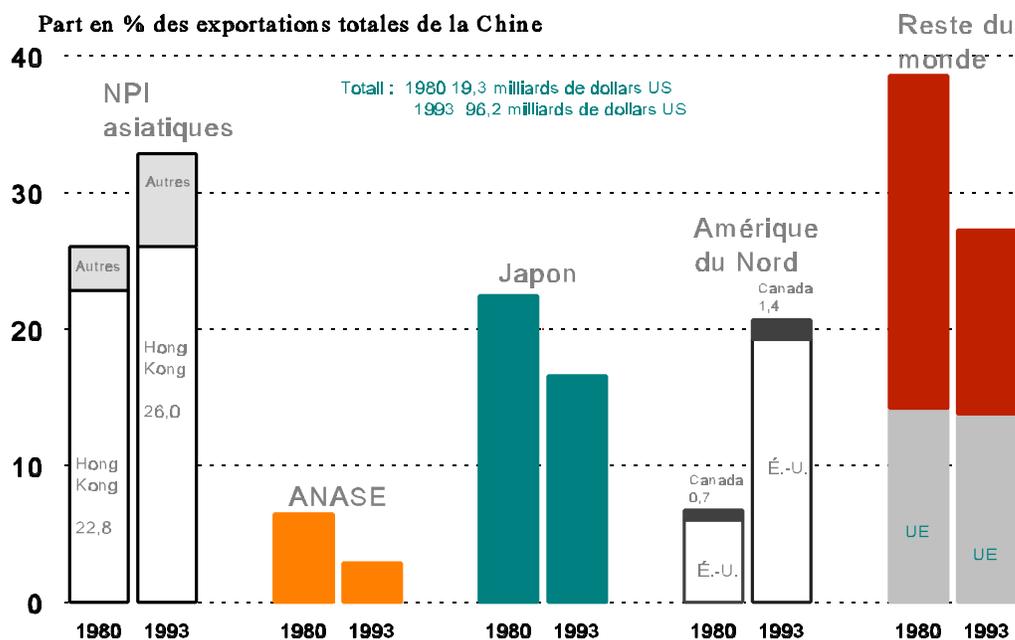


Source : Zou, G. et al (1990).

Nota : Les données pour 1992 ne sont que des prévisions.

Figure 2.6

Répartition des exportations de la Chine par région, 1980-1993
(Données non corrigées en fonction des réexportations à partir de Hong Kong)



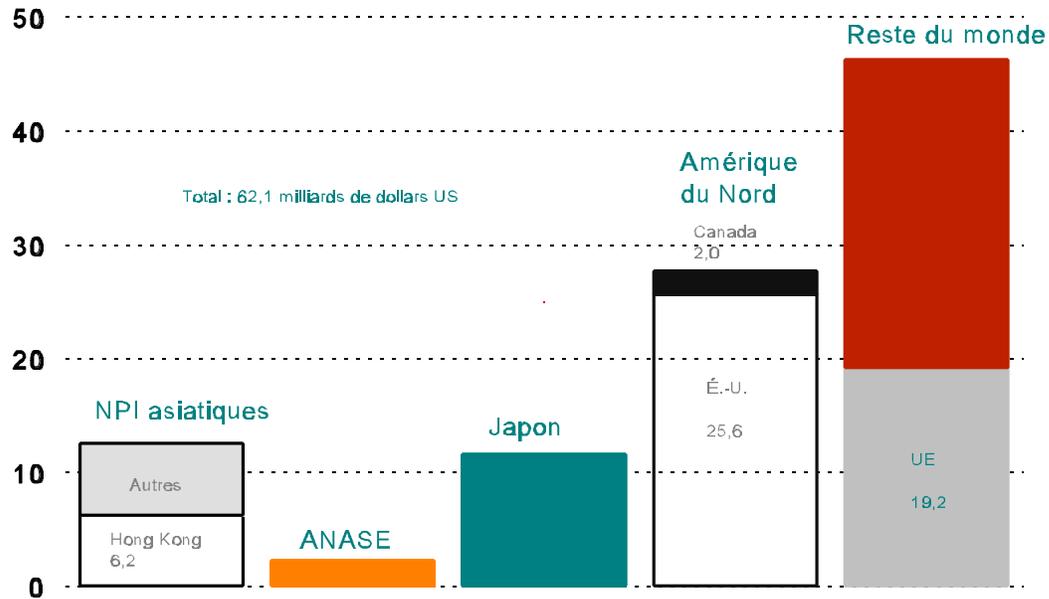
Source : Ahmad, Rao et Barnes (1996); compilations d'Industrie Canada à l'aide de données provenant de différentes sources
Nota : En 1990, la valeur des exportations de la Chine vers Hong Kong s'élevait à 32,9 milliards de dollars US dont une valeur de 29 milliards de dollars US de ces exportations étaient réexportés vers d'autres pays. La majorité de ces exportations v était absorbée par les États-Unis (36 %, la CEE (17 %) et le Japon (7 %)

CE : Communauté européenne

Figure 2.7

Répartition des exportations de la Chine par région, 1990
(Données rajustées en fonction des réexportations à partir de Hong Kong)

Part en % des exportations totales de la Chine



Source : Banque mondiale (1994).

Nota : En raison du manque de données, les chiffres relatifs aux exportations de la Chine vers les pays de l'ANASE ne comprennent pas les Philippines.

Le Japon était le troisième marché d'exportation en importance, comptant seulement pour 11,5 % des exportations totales de la Chine. L'ANASE est demeuré un petit marché d'exportation pour l'économie chinoise.

Sur le plan de l'importation, la situation est sensiblement la même. La figure 2.8, fournissant des données non corrigées en fonction des réexportations à partir de Hong Kong, indique qu'entre 1980 et 1993, la part des importations de la Chine à partir de Hong Kong a presque quintuplé pour atteindre 33,4 %, ou encore 43,4 milliards de dollars US en 1993. Après rajustement, la presque totalité des 27 % (ou 14,4 milliards de dollars US) des importations de la Chine en 1990 qui proviendraient de Hong Kong consistait en des réexportations d'autres pays de provenance (Banque mondiale, 1994). Si l'on tient compte de ces réexportations, le Japon est devenu le principal fournisseur de la Chine, représentant 20 % des importations totales de la Chine en 1990. Les États-Unis et la Communauté européenne occupaient le deuxième rang des fournisseurs d'importations de la Chine, accaparant chacun environ 15 % des importations de la Chine en 1990 (Banque mondiale, 1994).

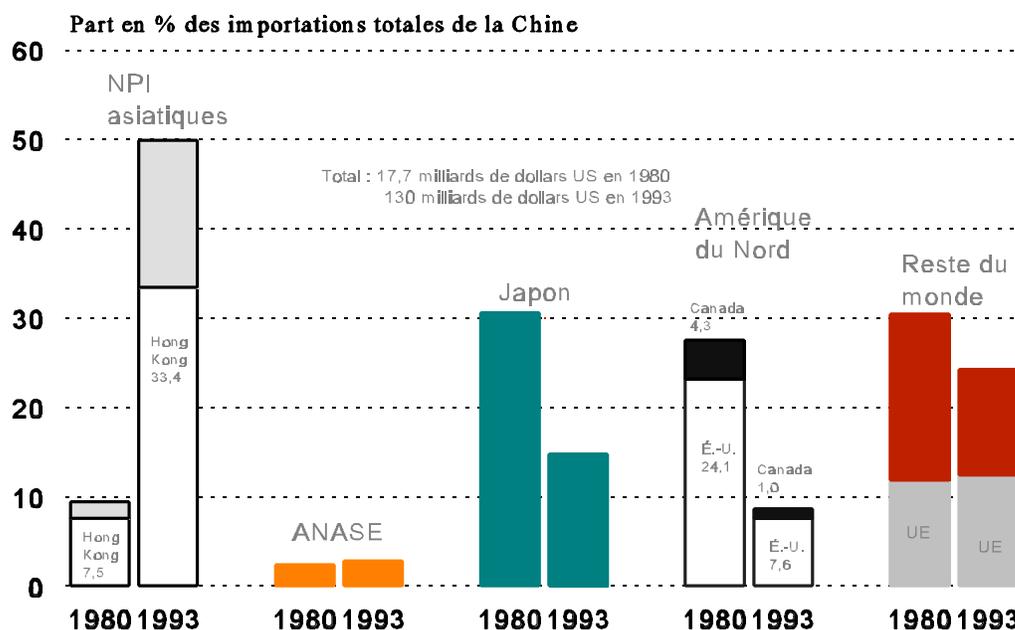
Le rôle qu'a joué Hong Kong dans l'essor de la situation commerciale de la Chine va bien au-delà du rôle d'intermédiaire commercial de la Chine. L'investissement étranger accumulé de Hong Kong en Chine a fait un bond énorme, passant de 863,4 millions de dollars US en 1980 à 41,5 milliards de dollars US en 1993. En outre, la part de Hong Kong du stock total d'investissement étranger de la Chine est passée de 48,9 % en 1980 à 63 % en 1993 (figure 2.9). La plupart de ces investissements provenant de Hong Kong ont été orientés vers des activités axées sur l'exportation menées en Chine. Il s'agit là d'un exemple d'investissement étranger direct qui améliore les résultats des exportations d'un pays; les économies bénéficiaires et d'origine en tirent des avantages mutuels. Bien que la Chine tire profit des ressources en capital humain, des compétences en gestion et du réseau de marketing de Hong Kong, cette dernière profite des vastes ressources de terres et de coûts de main-d'oeuvre beaucoup moins chers en Chine. L'investissement étranger accumulé de la Chine vers Hong Kong est passé de 24,3 millions de dollars US en 1980 à 562,8 millions de dollars US en 1993 (figure 2.10). L'investissement de la Chine à Hong Kong vise principalement à utiliser les services de distributeurs de Hong Kong (Sung, 1996). De toute évidence, les réformes mises en oeuvre en Chine en matière de secteur étranger entraînent des avantages importants à la fois pour Hong Kong et la Chine. On peut également s'attendre à ce que l'interdépendance sans cesse grandissante qui existe entre ces deux économies se poursuive dans l'avenir.

Malgré une croissance considérable du commerce entre la Chine et le Canada depuis le début des années 1980, le Canada demeure un modeste partenaire commercial de la Chine. L'essor en matière de commerce entre les deux pays n'a pas été aussi rapide que la croissance commerciale entre la Chine et le reste du monde. Le Canada a, en général, enregistré un excédent commercial annuel avec la Chine d'environ 1 milliard de dollars US. Cependant, depuis 1992, la situation a changé complètement (Sutton et Ge, 1996).

Lorsqu'on rajuste les données relatives aux réexportations à partir de Hong Kong, les exportations de la Chine à destination du Canada ont atteint 1,2 milliard de dollars US en 1990, ou 2 % des exportations totales de la Chine (figure 2.7). L'habillement et les tissus représentaient plus de la moitié des exportations totales de la Chine vers le Canada. En 1991, 18,4 % des importations totales de vêtements provenaient de la Chine. Si les restrictions en matière d'importation imposées par l'Arrangement multifibres avaient été éliminées, ce pourcentage aurait pu être plus élevé. Parmi les autres produits que le Canada importe de la Chine et qui connaissent une croissance rapide, mentionnons les produits divers (bijoux, jouets, etc.), les produits électriques, les accessoires résidentiels manufacturés et les bicyclettes (Sutton et Ge, 1996).

Figure 2.8

Répartition des importations de la Chine par région, 1980-1993
(Données non corrigées en fonction des réexportations à partir de Hong Kong)

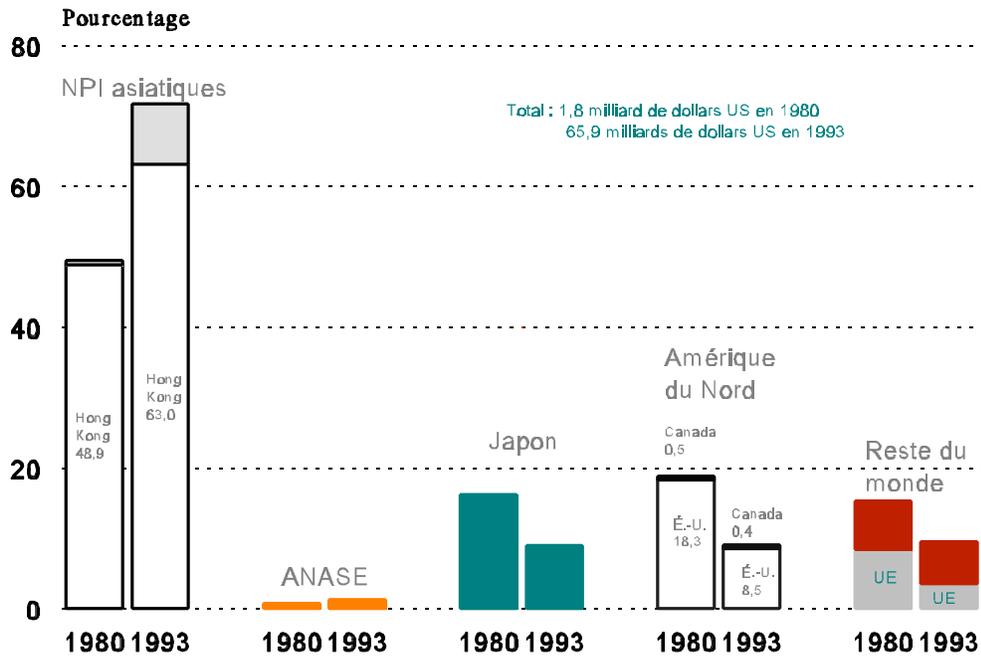


Source : Ahmad, Rao et Barnes (1996); compilations d'Industrie Canada à l'aide de données provenant de différentes sources.

Nota : En 1990, 27 % des importations de la Chine provenaient de Hong Kong et consistaient en majeure partie en des réexportations provenant d'autres pays d'origine. 45 % de ces réexportations à partir de Hong Kong provenaient de Taiwan et du Japon.

Figure 2.9

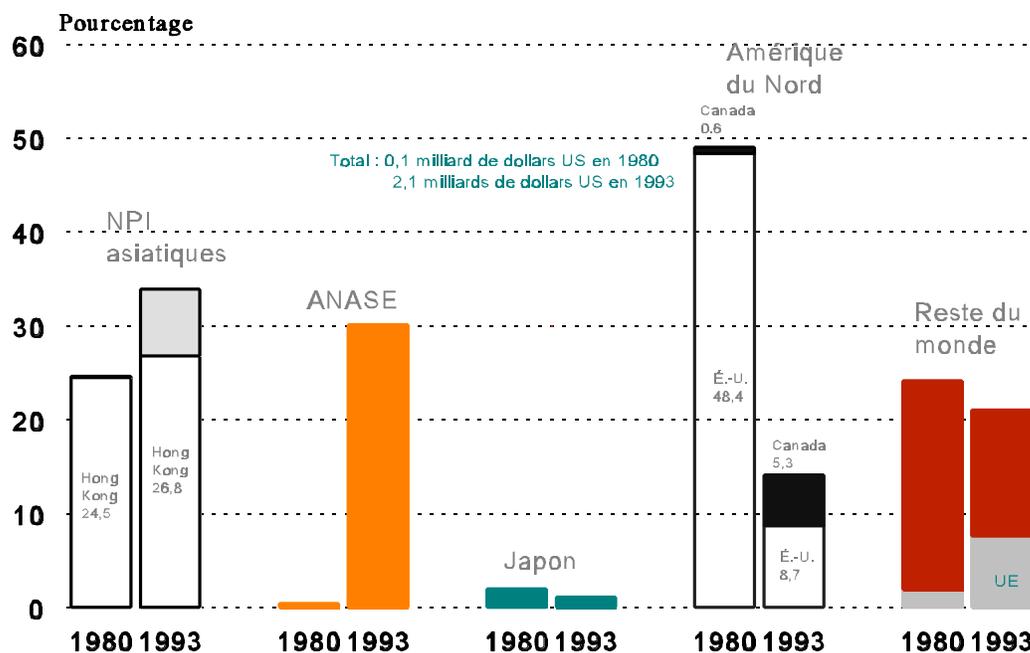
Répartition, par région, stock d'investissement étranger entrant en Chine, 1980 et 1993



Source : Ahmad, Rao et Barnes (1996); compilations d'Industrie Canada à l'aide de données provenant de différentes sources.

Figure 2.10

Répartition, par région, stock d'investissement à l'étranger sortant de la Chine, 1980 et 1993



Source : Ahmad, Rao et Barnes (1996); compilations d'Industrie Canada à l'aide de données provenant de différentes sources.

Au lieu de maintenir une croissance soutenue dans les exportations canadiennes vers la Chine depuis l'ouverture de l'économie chinoise, les exportations du Canada vers la Chine ont tendance à varier d'une année à l'autre. Les exportations du Canada vers la Chine étaient évaluées à environ 2,2 milliards de dollars US en 1994, une hausse comparativement à 1,2 milliard de dollars US en 1984, et une diminution par rapport à un record enregistré en 1988 de 2,6 milliards de dollars US (Sutton et Ge, 1996). Une des raisons qui explique ces variations est la dépendance énorme du Canada qui n'exporte que quelques produits ou matières premières en Chine. La figure 2.11 indique que durant la période 1991-1995, les quatre principaux produits que le Canada a exportés en Chine, selon le code de classification à six chiffres du système harmonisé, constituaient déjà entre 56 % et 71 % des exportations totales du Canada vers ce pays chaque année. Ces produits sont le blé et le méteil (de 27,5 % à 57,6 %) ⁵, le chlorure de potassium (de 3,9 % à 10,1 %), l'appareillage électrique pour les téléphones (de 2,7 % à 17,5 %) et la pâte à papier et les vieux papiers (de 7,1 % à 9,4 %). En outre, les exportations du Canada vers ce pays n'ont pas été diversifiées dans des secteurs identifiés comme offrant un potentiel d'exportation élevé (p. ex., les produits du bois, les articles de papier, les métaux de base et le matériel de transport) ⁶. La section 3 porte davantage sur la façon dont les restrictions au commerce et les distorsions des prix en Chine peuvent encore limiter la diversification et l'expansion des exportations du Canada vers ce pays.

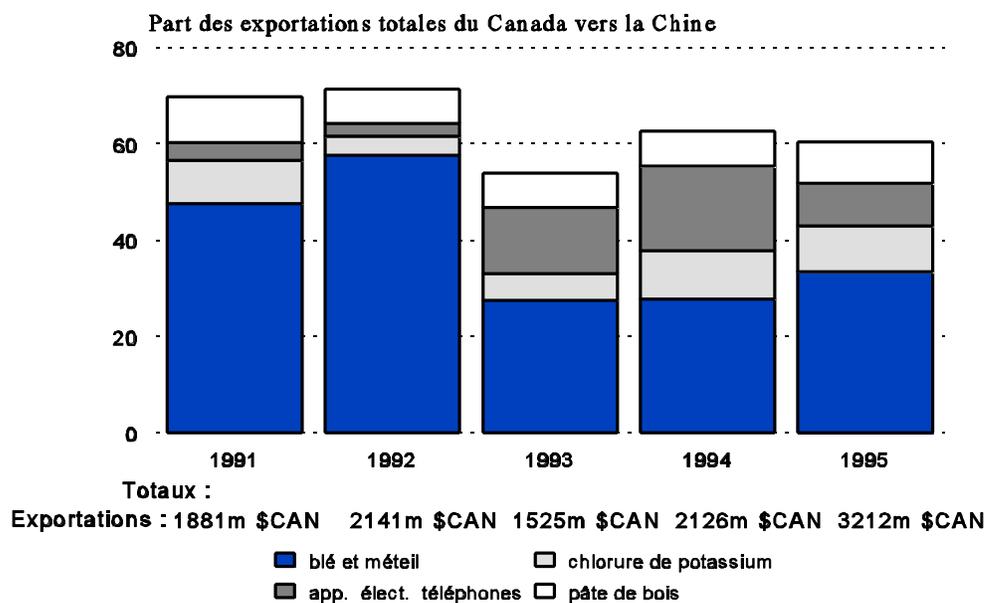
En chiffres absolus, les investissements entre la Chine et le Canada demeurent minimes. L'investissement accumulé du Canada en Chine s'élevait à 263,6 millions de dollars US en 1993, ou 0,4 % du total des investissements en Chine. Le stock d'investissement chinois au Canada s'élevait à 111,3 millions de dollars US, ou 5,3 % du total de la Chine (figures 2.9 et 2.10). Dans le but de favoriser les rapports en matière d'investissement entre le Canada et la Chine, le Canada jouit d'un avantage distinct car il dispose d'un important réservoir d'immigrants spécialisés provenant de Hong Kong. Actuellement, il y a environ 750 000 Chinois au Canada, dont 90 % sont d'origine cantonaise. En 1993 seulement, le nombre de personnes qui ont immigré au Canada en provenance de Hong Kong s'élevait à 37 000. Environ 40 000 Canadiens résident à Hong Kong (Grant et MacLure, 1995). En raison du rôle particulier que joue Hong Kong en tant qu'intermédiaire entre la Chine et d'autres pays, la perspective de tisser d'autres liens commerciaux entre la Chine et le Canada pourrait être aussi intéressante que la capacité du Canada d'utiliser ses ressources humaines provenant de Hong Kong.

⁵ La fluctuation des exportations du Canada vers la Chine repose en partie sur l'importance des exportations de blé et de méteil du Canada vers ce pays qui ont tendance à varier selon les propres pénuries de production de la Chine.

⁶ Pour obtenir la liste de ces produits, consulter la figure 2.4 et la section s'intitulant Compétitivité changeante en Chine sur le plan de l'exportation.

Figure 2.11

Part des quatre principaux produits du Canada exportés en Chine (1991-1995)
- selon le code de classification à six chiffres S.H.



Source : Données commerciales en ligne, Statistique Canada

S.H. : Système harmonisé

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, une fois que les données ont été rajustées en fonction des réexportations à partir de Hong Kong, les États-Unis sont devenus un des marchés d'exportation et des fournisseurs d'importations les plus importants de la Chine. Étant donné que l'économie canadienne dépend beaucoup de celle des États-Unis, le Canada profitera également de façon indirecte des avantages dont bénéficieront les États-Unis en raison d'importations à des prix moins élevés et des exportations accrues découlant de la réforme du commerce mise en oeuvre en Chine. De même, compte tenu de la croissance dynamique et des liens plus étroits en matière de commerce et d'investissement que le Canada entretient avec le Japon, Hong Kong et les NPI asiatiques dans l'ensemble, le Canada devrait également profiter des retombées dont jouiront ces économies asiatiques à la suite des réformes mises en oeuvre en Chine en matière de secteur étranger.

3. PORTÉE DES RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER IMPOSÉES PAR LA CHINE

L'objectif de la présente section est d'évaluer la portée des restrictions sectorielles au commerce qu'impose la Chine de même que ses restrictions en matière d'investissement étranger à l'équilibre initial à partir du milieu des années 1980⁷. Ces estimations sont utilisées comme paramètres des politiques dans les spécifications du modèle. La première sous-section explique la méthodologie et les estimations obtenues en ce qui concerne l'évaluation de la portée des restrictions du commerce imposées par la Chine au milieu des années 1980. On y traite également des restrictions au commerce et des distorsions des prix en Chine qui peuvent avoir nui à l'expansion de certaines exportations du Canada vers la Chine au cours des dernières années. La deuxième sous-section porte sur l'évaluation de la portée des restrictions en matière d'investissement étranger qu'a imposées la Chine au milieu des années 1980.

A. Portée des restrictions au commerce imposées par la Chine au milieu des années 1980

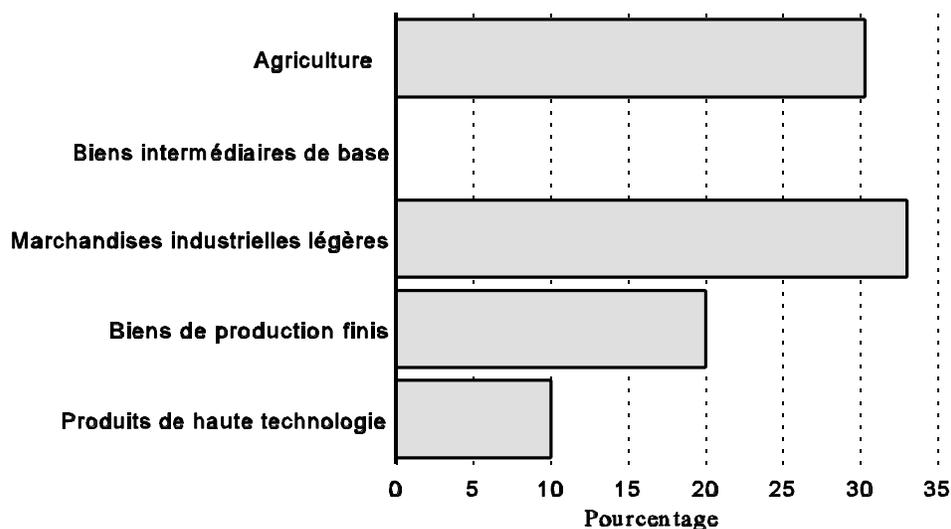
La complexité de l'économie chinoise associe l'héritage d'un régime rigide planifié par un gouvernement central à des caractéristiques d'une économie moins développée. Donc, les conséquences qu'entraînent les restrictions des politiques commerciales ne sont pas facilement observables et encore moins transparentes. Les instruments de politiques commerciales comme les tarifs, l'octroi de permis, les taxes sur le commerce et les subventions ne donnent aucune indication immédiate des effets restrictifs qu'ils ont dans ce genre de système tarifaire double de prix planifié et de prix du marché, de régime de taux de change double et de plan commercial administré.

Une façon plus simple de quantifier la portée des restrictions au commerce de la Chine est d'utiliser une mesure globale de distorsion, pour évaluer la différence qui existe entre le prix sur le marché intérieur de la Chine et le prix international. Il s'agit de l'approche qui a été adoptée dans le cadre de la présente étude. Les figures 3.1 et 3.2 fournissent une représentation graphique des différences de prix sectorielles estimées entre le prix sur le marché chinois et le prix mondial en ce qui concerne les secteurs d'importation et d'exportation de la Chine au milieu des années 1980. À l'annexe 3.A, ce sujet est traité de façon plus détaillée.

⁷ La réforme en matière de secteur étranger a été amorcée en Chine vers la fin des années 1970. Afin de bien comprendre toute l'ampleur des conséquences du passage de la Chine d'un État autosuffisant fermé à une économie ouverte, le modèle de base est structuré de façon à englober les restrictions au commerce et à l'investissement étranger imposées en Chine au début de la deuxième moitié des années 1980, période où les réformes étaient relativement prématurées (et pour lesquelles il existe des données) au lieu des restrictions imposées vers la fin des années 1980.

Figure 3.1

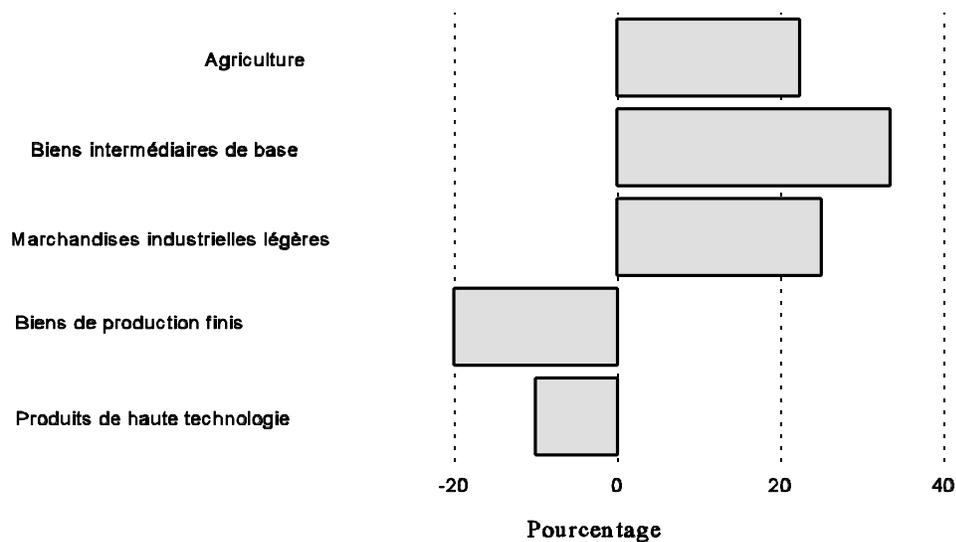
Indicateur sectoriel de restrictions à l'importation en Chine (milieu des années 1980)



1. Un indicateur sectoriel de restrictions à l'importation est calculé comme étant la variation en pourcentage entre le prix moyen le plus élevé sur le marché chinois et le prix international moyen le plus bas en ce qui concerne les principales catégories d'un secteur en particulier. On peut expliquer cette différence de prix sectorielle comme étant le résultat d'une influence exercée par le tarif ad valorem ou la rente par unité associée à la restriction quantitative à l'importation de chaque secteur; un secteur plus restreint est représenté par une variation en pourcentage plus élevée entre les deux prix moyens. Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 3.A.
2. Dans le secteur des biens intermédiaires de base, le prix moyen estimé sur le marché chinois est à peu près le même que le prix international moyen estimé.
3. Source : Lam (1996).

Figure 3.2

Indicateur sectoriel de restrictions à l'exportation en Chine (milieu des années 1980)



Un indicateur sectoriel de restrictions à l'exportation est calculé comme étant la variation en pourcentage entre le prix moyen sur le marché chinois et le prix moyen international en ce qui concerne les principales catégories d'un secteur en particulier. On peut expliquer un indicateur positif par l'influence exercée par l'imposition d'une taxe à l'importation sur la valeur (ou des restrictions à l'exportation maximales) dans le secteur. Un indicateur négatif peut être un signe que le secteur est assujéti à une subvention à l'exportation sur la valeur (ou à des restrictions quantitatives à l'exportation minimales). Plus l'écart de prix est grand, plus les effets de distorsion découlant des mesures restrictives imposées par la Chine en matière d'exportation sont importantes pour le secteur. Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 3.A.

Source : Lam (1996).

L'indicateur sectoriel de restrictions à l'importation est calculé comme étant la différence entre le prix moyen sur sectoriel le marché chinois le plus élevé et le prix international moyen sectoriel le plus bas. Plus l'écart entre les prix est grand, plus le secteur est restreint. Les écarts estimés entre ces deux prix dans le secteur agricole (30,3 %) et le secteur des marchandises industrielles légères (33 %) ⁸ sont assez importants. En raison de la libéralisation du commerce en Chine, on s'attendrait à des augmentations plus importantes des importations dans ces secteurs comparativement à d'autres secteurs. Les écarts entre le prix moyen sur le marché chinois et le prix moyen international dans le secteur des biens de production et des produits de haute technologie sont estimés à 20 % et 10 % respectivement. Malgré l'application considérable de restrictions quantitatives à l'importation dans la plupart des catégories du secteur des biens intermédiaires (p. ex., le fer et l'acier ainsi que les matières plastiques), le prix moyen calculé sur le marché chinois est sensiblement le même que le prix international moyen estimé dans ce secteur.

Dans certains secteurs d'exportation, les prix moyens sectoriels sur le marché chinois sont estimés comme étant en deçà des prix moyens sectoriels sur le marché international. Dans ces cas, on peut expliquer l'écart de prix sectoriel comme étant le résultat d'une influence exercée par le taux de la taxe sectorielle à l'exportation ou la rente par unité associée aux restrictions maximales à l'exportation ⁹ dans ce secteur. Plus les écarts de prix sont grands, plus ces limitations à l'exportation sont restrictives pour les secteurs. Ce type de limitation est utilisé pour restreindre de façon considérable les exportations dans le secteur des biens intermédiaires de base, le secteur des marchandises industrielles légères et le secteur agricole. On estime que les prix moyens sur le marché chinois dépassent de 32,4 %, 25 % et 22,3 % respectivement leur prix moyen correspondant sur le marché international.

⁸ Le tableau 3.1 correspond à la classification sectorielle utilisée dans la présente étude à l'aide des codes de classification de la Classification type pour le commerce international (CTCI) de l'ONU.

⁹ Les restrictions maximales à l'exportation sont en fait des restrictions quantitatives à l'exportation empêchant les entreprises d'exporter plus de certaines quantités dans les catégories visées. Au milieu des années 1980, cette restriction s'appliquait couramment en Chine aux industries du charbon, du pétrole et de l'agriculture.

Tableau 3.1
Appariement de la classification des produits dans le modèle à l'aide des codes de la
Classification type pour le commerce international (CTCI) de l'ONU

Modèle	Codes de la CTCI des Nations Unies
Agriculture	00-25, 29, 41-43 agriculture, fabrication de produits alimentaires, chasse, trappage, petit bois d'oeuvre, pâtes et papier et débarquements de poisson
Biens intermédiaires de base	26, 35, 52-53, 55-59 (moins 553), 62-64, 66-68 (moins 667) biens fabriqués, métaux de première fusion, produits du bois, fibres textiles, énergie électrique, produits chimiques non mentionnés ailleurs, exploitation minière et produits énergétiques
Marchandises industrielles légères	61, 65, 82-85 vêtement, fils et tissus et ameublement
Biens de production finis	71,73, 95,96 véhicules et pièces, machines et équipement
Produits de haute technologie	51, 54, 553, 667, 69, 72, 81, 86, 89, 81, 86, 89 produits pharmaceutiques, cosmétiques, bijoux, instruments, matériel scientifique, machineries électriques, accessoires, matériel électrique, fournitures de bureau, impression et édition .

Source : Nguyen, Perroni et Wigle (1990).

On estime que les prix sur le marché chinois sont supérieurs aux prix sur le marché international dans d'autres industries comme celle des produits chimiques et de certaines machineries lourdes. Dans ces cas, le gouvernement chinois doit accorder aux exportateurs des subventions équivalentes à la différence entre les deux prix par unité. On prévoit que lorsque ces subventions à l'exportation seront éliminées dans les secteurs des biens de production finis et des produits de haute technologie, les exportations dans ces secteurs diminueront.

Restrictions au commerce imposées par la Chine et distorsions des prix sur les exportations canadiennes au début des années 1990

Il a été démontré que malgré les mesures prises depuis 1978 par la Chine pour libéraliser le commerce, les exportations du Canada vers la Chine continuent d'être très concentrées sur quelques articles seulement (p. ex. le blé et le méteil, le sel minéral, l'appareillage électrique pour les lignes téléphoniques et certaines pâtes de bois). Le Canada semble connaître des difficultés dans l'expansion et la diversification des exportations vers la Chine dans des domaines où on a déterminé que le Canada jouissait d'un avantage concurrentiel en matière d'exportation (p. ex., les produits du bois, les articles de papier, le matériel de transport et les métaux de base). Dans la présente section, on se penche sur certaines barrières commerciales et distorsions des prix qui existent toujours en Chine afin de jeter un peu de lumière sur le phénomène canadien. De plus amples renseignements sont fournis à l'annexe 3B.

Dans l'ensemble, l'avantage comparatif révélé du Canada est concentré dans les denrées alimentaires, les matières brutes, et les produits dérivés de matières premières (figure 2.4 et annexe 3.B). Il existe également des secteurs que l'on juge essentiels au développement de l'économie chinoise et qui sont, par conséquent, toujours assujettis à la réglementation des prix en Chine. Dans de nombreux cas, le gouvernement chinois a gardé les prix du marché intérieur bien en deçà des prix mondiaux correspondants (p. ex., le porc et le boeuf, la pâte de bois, le contreplaqué dérivé de bois non résineux, le charbon et les minerais métalliques). Les prix de certains intrants de base de production comme le charbon et le gros bois d'oeuvre ont diminué jusqu'à 90 % et 50 % en deçà de leur prix sur les marchés internationaux. Ces prix artificiellement bas sur le marché intérieur ont, dans une grande mesure, empêché la concurrence étrangère et constituent des barrières considérables au commerce international (tableau 3.2 et annexe 3.B).

Certaines industries suscitant l'intérêt des exportateurs canadiens bénéficient de prix extrêmement réduits artificiellement des intrants intermédiaires en Chine, rendant apparemment ces industries concurrentielles à l'échelle mondiale pour le pays. Il serait inutile de déployer des efforts en vue d'augmenter les exportations de ces industries vers la Chine même si les barrières commerciales étaient levées. Un exemple frappant de cette situation est l'industrie sidérurgique dont les prix intérieurs sont semble-t-il de 25 % à 66 % en deçà des prix, droits inclus, correspondants sur les marchés mondiaux. Le prix intérieur extrêmement bas du charbon (qui est environ 90 % en deçà du prix mondial) explique probablement la compétitivité de la Chine dans cette industrie de capital. L'industrie des articles de papier, qui bénéficie d'un prix artificiellement bas de pâte de papier et de petit bois d'oeuvre en Chine constitue un autre exemple (tableau 3.2 et annexe 3.B).

Un grand nombre de produits susceptibles d'intéresser les exportateurs canadiens sont toujours assujettis au plan d'importation de la Chine (p. ex., le blé et le méteil, les engrais, la pâte

de bois, le liège et le bois, les minerais métalliques et le sel minéral)^{10,11}. En fait, trois des quatre produits canadiens les plus exportés vers la Chine sont encore assujettis au plan d'importation (c.-à-d., le blé et le méteil, le sel minéral et la pâte de bois). Ils représentaient de 40 % à 68 % des exportations totales canadiennes vers la Chine par année au cours de la période s'échelonnant de 1991 à 1995 (figure 2.11). Ces facteurs laissent supposer que la quantité et la composition des importations dans ces secteurs sont toujours contrôlées rigoureusement et ne sont pas influencées par les forces du marché. Par ailleurs, ces importations ne sont administrées que par quelques sociétés de commerce extérieur désignées (tableau 3.2 et annexe 3.B).

¹⁰ Si on fait valoir le même argument en ce qui concerne la réglementation des prix, il s'agit de produits que le gouvernement chinois juge essentiels au développement de l'économie et, par conséquent, toujours assujettis à des vastes mesures de contrôle administratif.

¹¹ Dans le but de contrôler le montant de subvention à l'importation que le gouvernement chinois doit verser, le pays doit disposer d'un plan d'importation s'appliquant aux produits qui sont assujettis aux prix intérieurs réduits fixés par l'État. Il est important de souligner qu'en ce qui concerne le blé et les engrais, auparavant le gouvernement chinois versait d'importantes subventions à l'importation. Ces subventions ont été en grande partie éliminées à la suite des rajustements qui ont été apportés récemment aux prix.

Tableau 3.2
Restrictions au commerce imposées par la Chine et distorsions des prix sur des produits choisis qui touchent le Canada (début des années 1990)

Groupe de produit	Prix du produit chinois réduit	Prix de l'intrant intermédiaire chinois réduit	Plan d'importation	Tarifs élevés (>= 80 %)
Blé			✓	
Animaux vivants	✓			
Engrais			✓	
Pâte et vieux papiers	✓		✓	
Liège et bois	✓		✓	
Contreplaqué			✓	✓
Papier et carton		✓		
Charbon	✓			
Minerai métallifère	✓		✓	
Fer et acier		✓		
Chlorure de potassium (c.-à-d., sel minéral)			✓	
Matériel de transport				✓

Source : Banque mondiale (1994). Pour de plus amples renseignements, consulter l'annexe 3.B.

- ✓ Indique où les restrictions à l'importation et les distorsions des prix s'appliquent dans l'industrie correspondante en Chine au début des années 1990.

En résumé, un grand nombre d'exportations canadiennes importantes et éventuelles sont toujours assujetties au plan d'importation en vigueur en Chine. Le commerce dans ces secteurs est toujours l'objet de contrôle administratif et n'est pas exposé aux forces du marché. L'élimination de barrières commerciales doit, toutefois, coïncider avec d'autres réformes, plus particulièrement les réformes en matière de prix. Dans les cas où des subventions élevées à l'importation s'appliquent toujours, le plan d'importation de la Chine ne peut pas être aboli à moins qu'on ne

procède à des réformes en matière de prix avant de l'abolir (p. ex., dans les secteurs comme la pâte de bois, le liège et le bois et les minerais métalliques). Dans les cas où les produits sont protégés par des prix administrés des intrants intermédiaires qui sont bas, aucun incitatif ne sera offert pour favoriser l'expansion du commerce même si les barrières commerciales sont abolies (p. ex., dans les secteurs comme le fer et l'acier ainsi que les articles de papier). Il y aura probablement une expansion du commerce dans certains produits (p. ex., les automobiles) une fois que les tarifs d'importation très élevés auront été éliminés.

B. Portée des restrictions à l'investissement étranger au milieu des années 1980

Même si depuis 1979 la Chine a modifié ses lois dans le but d'encourager l'entrée de capitaux étrangers¹², cette activité est cependant demeurée relativement faible au milieu des années 1980 comparativement à d'autres économies. À la fin de 1985, l'investissement étranger direct (IED) réel accumulé en Chine n'était que de 2,4 milliards de dollars US, ou environ 0,8 % de son PIB¹³. Si on compare avec le Brésil, dont l'économie correspond à environ les deux tiers de celle de la Chine, ce pays a mis en oeuvre activement, pendant la majeure partie du XX^e siècle, une stratégie en vue d'attirer l'investissement étranger direct. Le Brésil dispose d'un stock d'IDE d'environ 30 milliards de dollars US, ce qui correspondait à 12 % de son PIB au milieu des années 1980 (Banque mondiale (1988), p. 53).

L'investissement de portefeuille en Chine au milieu des années 1980 était relativement faible, comparativement à d'autres économies. En 1985, la dette totale par rapport au PIB, la dette totale par rapport aux exportations ou le service de la dette par rapport aux exportations en Chine était de 8 %, de 80 % et de 7 % respectivement comparativement à 56 %, 348 % et 53,3 % au Brésil. À la fin de 1986, la dette de la Chine a atteint 24,9 milliards de dollars US, soit 9,2 % de son PIB (Banque mondiale (1988)).

Si l'on tient compte du fait que la réforme en matière d'investissement étranger mise en oeuvre en Chine en était à ses débuts au milieu des années 1980, un écart important entre le taux de rendement le plus élevé du capital en Chine et le taux de rendement le plus bas dans d'autres

¹² Étant donné que la Chine est surtout un pays importateur de capitaux (par opposition à un pays exportateur de capitaux), la présente section et l'interprétation des résultats du modèle ne portent que sur l'entrée de capitaux étrangers en Chine.

¹³ En Chine, six formes différentes ont été incluses dans les statistiques et les exemples d'IDE, bien que normalement seulement quatre types sont considérés comme IDE. Les quatre types d'IDE englobent des coentreprises appartenant entièrement à des étrangers, des coentreprises avec participation au capital, des coentreprises contractuelles et des explorations en commun (principalement dans les plates-formes de forage en mer). Un investissement effectif très limité est en cause dans les deux autres formes qui ont été ajoutées, soit le commerce de compensation ainsi que la transformation et l'assemblage. Le commerce de compensation permet aux entreprises étrangères de fournir des machines ou des conceptions de produits à des entreprises chinoises. En retour, les entreprises étrangères reçoivent une partie des extrants à titre de paiement.

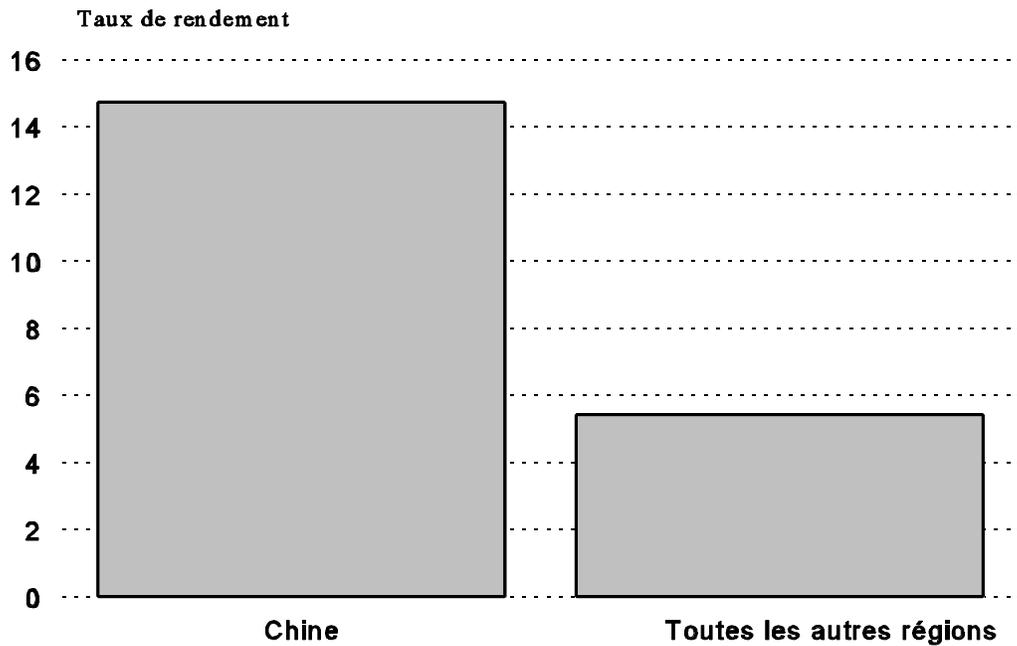
régions était à prévoir durant cette période. Cette différence entre les taux de rendement du capital de la Chine et celui d'autres régions peut être interprétée comme une mesure du caractère restrictif de la politique de la Chine à l'égard de l'investissement étranger entrant. Advenant que le capital soit parfaitement mobile entre les régions, le taux de rendement du capital devrait être égal parmi toutes les régions. Le taux réel de rendement du capital en Chine au milieu des années 1980 est évalué à 14,7 %, et le taux correspondant dans d'autres régions est évalué à 5,4 %. Essentiellement, le taux réel de rendement du capital de la Chine est évalué comme étant 2,7 fois plus grand que le taux correspondant dans d'autres régions (figure 3.3)^{14,15}.

¹⁴ Dans le modèle utilisé, on suppose que les entrées de capitaux en Chine ne sont influencées que par l'écart entre le taux de rendement le plus élevé en Chine et le taux de rendement le plus bas dans toutes les autres régions. Le modèle considère principalement les capitaux étrangers qui entrent en Chine comme équivalent à l'investissement de portefeuille. Ceci est attribuable au fait que même si les flux de capitaux au portefeuille sont principalement influencés par les différences entre les revenus du capital parmi les pays, les raisons qui motivent les entrées d'IED sont plus compliquées. En ce qui concerne le pays bénéficiaire, l'acquisition de technologie de pointe est souvent citée comme un avantage plus important que l'augmentation de l'investissement associé à l'IED (Banque mondiale (1988), pp. 52, 244, 251).

¹⁵ L'écart entre le taux de rendement du capital de la Chine et celui d'autres régions est estimé de la façon suivante. En 1986, le profit divisé par le stock total de capitaux en Chine pour toutes les entreprises individuelles qui appartiennent à l'État ayant une comptabilité indépendante (représentant 68,8 % de la valeur brute totale de la production industrielle en Chine) aurait été de 20,7 % (*Chinese Industrial Economic Statistical Yearbook* (1993, p. 67)). Ce pourcentage est ajusté à la baisse parce que la définition du terme profit dans les entreprises appartenant à l'État en Chine comprend des postes de dépenses comme le versement de primes à des travailleurs et un fonds * d'avantages + de l'entreprise (Sicular (1995, p. 10, 15)). Bien souvent, ces primes peuvent représenter des sommes importantes et on suppose ainsi que le taux de rendement du capital en Chine était de 14,7 % en 1986. En ce qui concerne toutes les autres régions, les taux de rendement du capital des États-Unis en 1986 (qui s'établissait à 5,4 %) est utilisé comme taux représentatif (*Survey of Current Business*, avril 1995).

Figure 3.3

Taux de rendement de la Chine et des autres régions (milieu des années 1980)



Source : Lam (1996). Consulter également le texte pour de plus amples renseignements.

4. INCIDENCE DES RÉFORMES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER ET DE COMMERCE MISES EN OEUVRE EN CHINE

Dans cette section, on présente les résultats de trois expériences menées à l'aide du modèle computationnel d'équilibre général dans le but de démontrer l'incidence sur la Chine, l'Asie et d'autres pays, de l'abolition totale des restrictions au commerce et à l'investissement étranger imposées par la Chine^{16,17}. L'expérience A n'indique que les résultats de l'abolition des restrictions au commerce¹⁸ imposées en Chine, tout en gardant les autres distorsions intactes. L'expérience B ne porte que sur l'élimination des restrictions à l'investissement étranger imposées en Chine. Afin d'analyser les conséquences communes de la libéralisation des réformes en matière d'investissement étranger et de commerce, l'expérience C porte sur l'évaluation de l'incidence de l'élimination des restrictions autant en matière de commerce que d'investissement étranger imposées par la Chine. L'annexe 4.A décrit le modèle de calcul d'équilibre général qui a été utilisé.

Dans la première partie de la présente section, on examine l'ensemble des effets de bien-être des réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine, et on se concentre tout particulièrement sur l'incidence interactive des deux réformes. Les résultats nous incitent fortement à croire que pour CHAQUE région citée dans le modèle, si la Chine met en oeuvre la réforme en matière de commerce seulement ou encore uniquement la réforme en matière d'investissement étranger, cette pratique ne serait pas aussi fructueuse que la mise en oeuvre simultanée des deux réformes. Dans la deuxième partie de la présente section, on examine les changements dans la structure du commerce mondiale découlant de la réforme en matière de commerce de la mise en oeuvre en Chine (expérience A).

¹⁶ Le modèle tient compte des cinq régions suivantes : la Chine, les NPI asiatiques, l'ANASE, le Japon et le reste du monde. Le tableau 4.1 indique la classification régionale utilisée dans cette étude.

¹⁷ Aux fins de cette étude, les NPI asiatiques englobent Hong Kong, la République de Corée, Taïwan et Singapour. L'ANASE comprend les Philippines, la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie. Sur le plan politique, Hong Kong et la Chine sont devenues une entité le 1^{er} juillet 1997. Sur le plan économique, ces deux économies sont très différentes et aux fins du présent exercice, Hong Kong est placée dans la catégorie des NPI asiatiques. Pour des raisons semblables, même si Singapour est membre de l'ANASE, elle est regroupée avec les NPI asiatiques dans le cadre de cette étude.

¹⁸ En ce qui concerne la plupart des principaux articles d'exportation dans le secteur des marchandises industrielles légères (p. ex., le vêtement, les tissus et la chaussure), la Chine est liée par l'Arrangement multifibres multilatéral. L'élimination des restrictions à l'exportation dans ce secteur entraînerait l'élimination graduelle de cet accord.

Dans le modèle, les restrictions au commerce sont présentées comme des restrictions quantitatives. Certains secteurs d'exportation en Chine sont assujettis à un contingent d'exportation maximum, ce qui empêche les exportateurs d'exporter des quantités plus importantes que celles déterminées à l'avance pour ces secteurs. Les prix intérieurs de la Chine dans ces secteurs sont inférieurs aux prix correspondants sur le marché international. Par conséquent, si les restrictions sont éliminées, les exportations de la Chine devraient augmenter dans ces secteurs. Parmi les secteurs touchés, mentionnons l'agriculture, les biens intermédiaires de base et les marchandises industrielles légères (figure 3.2).

Tableau 4.1
Classification régionale à l'intérieur du modèle

Régions	Pays
Japon	Japon
NPI asiatiques	Hong Kong, République de Corée, Taïwan, Singapour
ANASE	Philippines, Thaïlande, Indonésie, Malaisie
Chine	principalement la République populaire de Chine, la Mongolie et de certaines anciennes économies planifiées par un gouvernement central de l'Europe de l'Est
Reste du monde	principalement le Canada, les États-Unis, la CEE, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'Afrique et la majeure partie de l'Amérique latine

Source : Nguyen, Perroni et Wigle (1990).

Certains secteurs d'exportation indiqués dans le modèle sont assujettis à un contingent d'exportation minimum dans le cadre duquel le gouvernement chinois impose des quantités minimums qui doivent être exportées. Essentiellement, le gouvernement chinois doit subventionner les exportateurs pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs minimums en matière d'exportation. Les prix intérieurs de la Chine dans ces secteurs sont supérieurs aux prix correspondants sur le marché international, et les exportations devraient chuter lorsque la règle relative à l'exportation minimum sera éliminée. Ces secteurs comprennent, entre autres, les biens de production finis et les produits de la haute technologie (figure 3.2). Toutes les importations en Chine sont assujetties à des restrictions quantitatives contrôlées par l'octroi de permis d'importation. Les prix intérieurs de la Chine, en ce qui concerne les importations, sont considérés comme relativement plus élevés que les prix correspondants sur le marché international, et les importations devraient donc augmenter une fois que les restrictions quantitatives à l'importation auront été éliminées (figure 3.1).

L'écart qui existe entre le taux de rendement le plus élevé de la Chine et le taux de rendement le plus bas au monde est représenté dans le modèle comme une restriction à l'entrée d'investissement étranger en Chine (figure 3.3). Dans le cadre d'un exercice de simulation portant sur l'analyse des résultats découlant de l'élimination en Chine de la restriction à l'investissement étranger, la Chine atteint un nouvel équilibre lorsqu'un investissement étranger suffisant est entré en Chine pour équilibrer les taux de rendement chinois et étrangers.

A. Effets de bien-être : Réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine

Dans l'expérience A, on indique que les gains de bien-être découlant seulement de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine sont positifs quoique relativement peu importants en ce qui concerne toutes les régions, soit de 0 % à 0,2 % du PNB de chaque région (figure 4.1). Cet effet de bien-être régional peut être ensuite divisé en deux volets, soit l'effet sur les termes de l'échange et l'effet d'efficacité.

L'indice des termes de l'échange est défini en général comme étant le ratio de l'indice moyen des prix des exportations d'un pays par rapport à l'indice moyen des prix des importations d'un pays. Une variation positive de l'indice indique donc une amélioration des termes de l'échange du pays. Par définition, un gain ou une perte des termes de l'échange ne représente que des transferts interrégionaux. En d'autres mots, un gain des termes de l'échange d'une région doit nécessairement correspondre à une perte des termes de l'échange d'une autre région. D'un point de vue d'ensemble, l'effet sur les termes de l'échange est ramené à zéro.

Contrairement à l'effet sur les termes de l'échange, on prévoit dans l'expérience A des gains en efficacité pour toutes les régions. L'effet de la distorsion du commerce est d'entraîner un écart entre le prix intérieur de la Chine et le prix sur le marché international se traduisant par des inefficiences dans toutes les régions. Plus l'écart dans les prix est grand, plus l'inefficacité consécutive est importante. Un gain régional en efficacité est réalisé dans l'expérience A lorsque ces écarts de prix sont éliminés, entraînant ainsi une répartition mondiale de produits plus efficace.

Les résultats indiquent que même si la Chine subit une perte globale des termes de l'échange qui a été transférée à d'autres régions (figure 4.2), son gain en efficacité doit avoir compensé sa perte sur les termes de l'échange, donnant lieu à un gain de bien-être global de 0,11 % du PNB de la Chine (ou 2,6 milliards de dollars US) dans l'expérience A. En ce qui concerne les autres régions, les gains sur les termes de l'échange sont renforcés par des gains en efficacité, entraînant ainsi des gains de bien-être globaux qui varient d'un négligeable 0,02 milliard de dollars US pour l'ANASE à 0,65 milliard de dollars US pour les NPI asiatiques, soit 0,18 % de leur PNB (figure 4.1).

Par rapport à d'autres régions¹⁹, les NPI asiatiques sont formés de petites économies plus ouvertes. En conséquence, des changements apportés à la politique sur le commerce d'une économie externe (dans le cas présent, la Chine) ont tendance à avoir une incidence plus importante sur les NPI asiatiques. En outre, lorsqu'on utilise l'indice d'intensité de commerce²⁰, on se rend compte que les NPI asiatiques entretiennent des liens étroits avec la Chine en ce qui concerne le commerce. Ainsi, on s'attend également à ce que les NPI asiatiques profitent des gains de bien-être les plus importants parmi tous les pays non chinois lorsque la Chine éliminera ses restrictions au commerce²¹. Par contre, l'ANASE, qui bénéficie de dotations en capital assez semblables à celles de la Chine, ne connaîtrait que des gains moyens²². En ramenant à une base nette l'effet des termes de l'échange, on obtient un gain en efficacité total de 13,1 milliards de dollars US, ce qui correspond à 0,07 % du PNB mondial (figure 4.3).

¹⁹ Les données indiquent que les ratios commerce/PNB sont de 54,2 % dans les NPI asiatiques, de 24,6 % au Japon, de 16,3 % dans l'ANASE et de 3,2 % dans le reste du monde. Les chiffres réels, tout particulièrement en ce qui concerne le reste du monde, seraient plus élevés si les chiffres relatifs au commerce mentionnés dans cette étude comprenaient le commerce intrarégional (p. ex., le commerce à l'intérieur de l'Amérique du Nord et le commerce à l'intérieur des États-Unis). Cette exclusion s'impose lorsque les données originales de différents pays (p. ex., le reste du monde) sont regroupées en une seule région à l'intérieur du modèle.

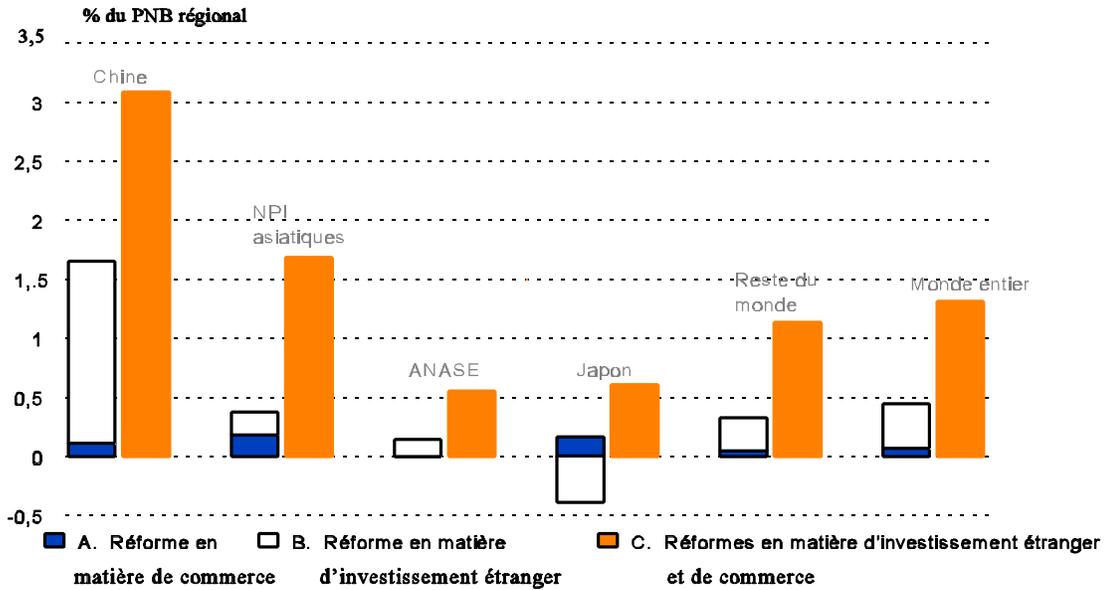
²⁰ L'indice d'intensité du commerce de la région i vers j est défini comme $I_{ij} = (X_{ij}/X_i)/(M_j/M_w)$ où X_{ij} représente la valeur des exportations de la région i vers j , X_i est le total des exportations de la région i , M_j représente les importations totales de la région j , et M_w correspond aux importations mondiales totales. L'indice d'intensité de commerce fournit une indication de la force sous-jacente des rapports en matière de commerce qui existent entre deux régions, abstraction faite des différences dans l'ampleur du commerce total de chacune des régions.

²¹ Comme nous l'avons mentionné précédemment, les liens en matière d'investissement et de commerce qu'entretient Hong Kong avec la Chine depuis 1978 sont solides et se sont resserrés au fil des ans. Étant donné que la plupart des échanges entre la Chine et les NPI asiatiques se composent d'échanges entre la Chine et Hong Kong, il n'est pas surprenant de constater que l'exercice de simulation révèle des gains de bien-être beaucoup plus élevés pour les NPI asiatiques. Cependant, il est important de souligner que les résultats obtenus à l'aide du modèle peuvent surévaluer les gains de bien-être dont bénéficient les NPI asiatiques étant donné que la majorité des échanges entre la Chine et Hong Kong ne consistent qu'en un commerce de réexportation et que ces réexportations n'ont pas été prises en considération dans le modèle.

²² Soulignons que les résultats obtenus dans le cadre de l'expérience C indiquent également que les NPI asiatiques bénéficient d'un gain de bien-être relativement important (1,68 % de leur PNB) alors que l'ANASE n'enregistre qu'un gain de bien-être plutôt faible (0,55 % de son PNB) parmi toutes les régions non chinoises.

Figure 4.1

Effets de bien-être de la réforme en matière de commerce, de la réforme
en matière d'investissement étranger et des réformes en matière
d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine

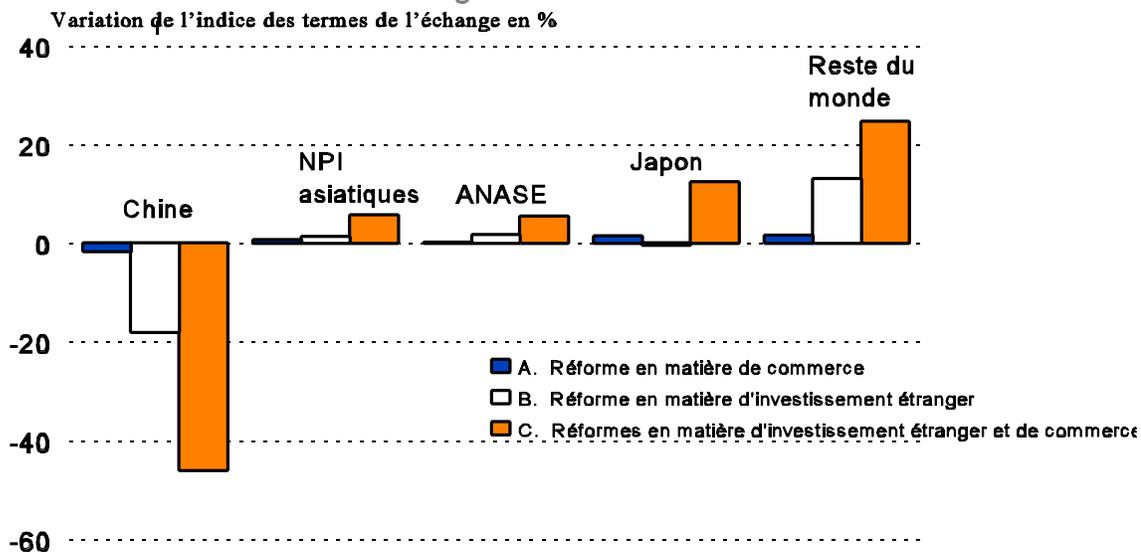


Source : Lam (1996).

Nota : À l'annexe 4.B, on fournit une explication des effets de bien-être négatifs sur le Japon ressortis de l'expérience B.

Figure 4.2

Effets sur les termes de l'échange de la réforme en matière de commerce de la réforme en matière d'investissement étranger et des réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine



Source : Lam (1996).

Nota : L'indice des termes de l'échange est défini en général comme étant le ratio de l'indice moyen des prix des exportations d'un pays par rapport à l'indice moyen des prix des importations d'un pays. Donc, une variation positive de l'indice indique une amélioration des termes de l'échange du pays. Par définition, un gain dans les termes de l'échange d'une région doit correspondre à une perte des termes de l'échange d'une autre région. D'un point de vue d'ensemble, l'effet des termes de l'échange est ramené à zéro.

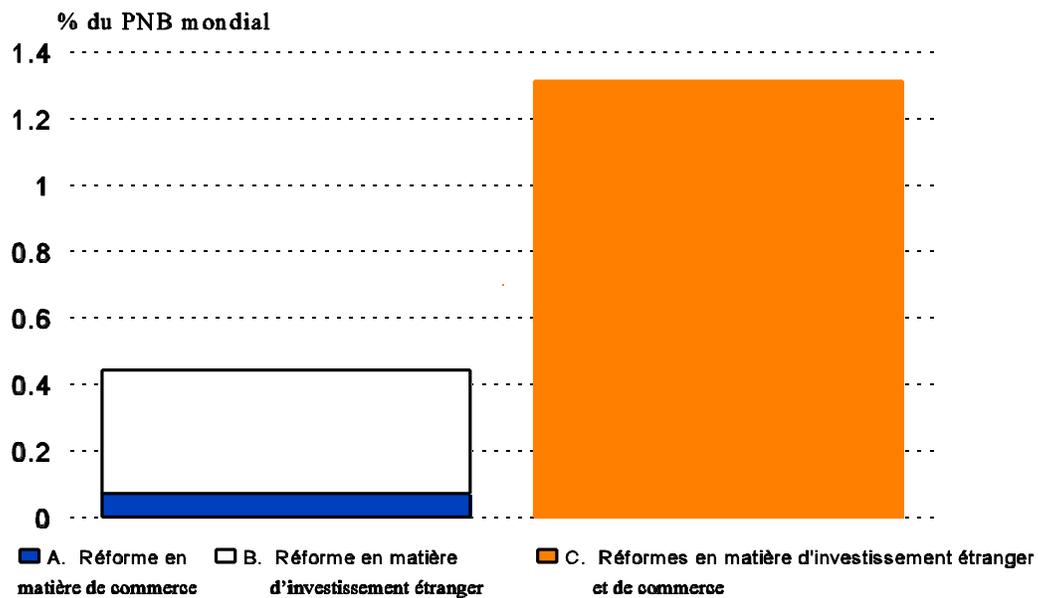
Dans le cadre de l'expérience B, la libéralisation de la restriction à l'investissement étranger en Chine améliore l'efficacité sur le marché financier mondial en stabilisant les taux de rendement dans toutes les régions. Plus précisément, l'entrée de capitaux étrangers en Chine fait diminuer les taux de rendement de la Chine et la sortie de capitaux à partir d'autres régions entraîne une augmentation du taux de rendement mondial. En conséquence, le bien-être devrait s'améliorer dans toutes les régions.

Dans le cadre de cette expérience, le gain de bien-être de la Chine est enregistré à 1,54 % de son PNB (ou 35,4 milliards de dollars US), ce qui est beaucoup plus élevé que les pourcentages des autres régions (figure 4.1). Cette situation est attribuable au fait que la Chine ne joue pas un rôle important sur le marché financier mondial. Étant donné que le taux de rendement initial de la Chine est 2,7 fois plus grand que le taux de rendement mondial (figure 3.3), le taux de rendement de la Chine diminue de façon considérable, soit de 62 % (figure 4.4), après l'exercice de simulation fait dans le cadre de l'expérience B. Le montant des capitaux étrangers entrant en Chine représente un pourcentage important de 24 % (ou 109,7 milliards de dollars US) de la dotation en capital du pays (figure 4.5). Si on établit une comparaison, les gains de bien-être des autres régions sont beaucoup moins importants²³. Les résultats obtenus à l'aide du modèle de simulation indiquent que l'augmentation du taux de rendement mondial est assez minime, soit environ 1,7 %, après l'élimination uniquement des restrictions à l'investissement étranger imposées en Chine (figure 4.4). Le montant du capital exporté vers la Chine ne représente qu'environ 1 % à 5 % de la dotation en capital des régions (figure 4.6).

²³ À l'annexe 4.B, on fournit une explication des effets de bien-être négatifs sur le Japon ressortis de l'expérience B.

Figure 4.3

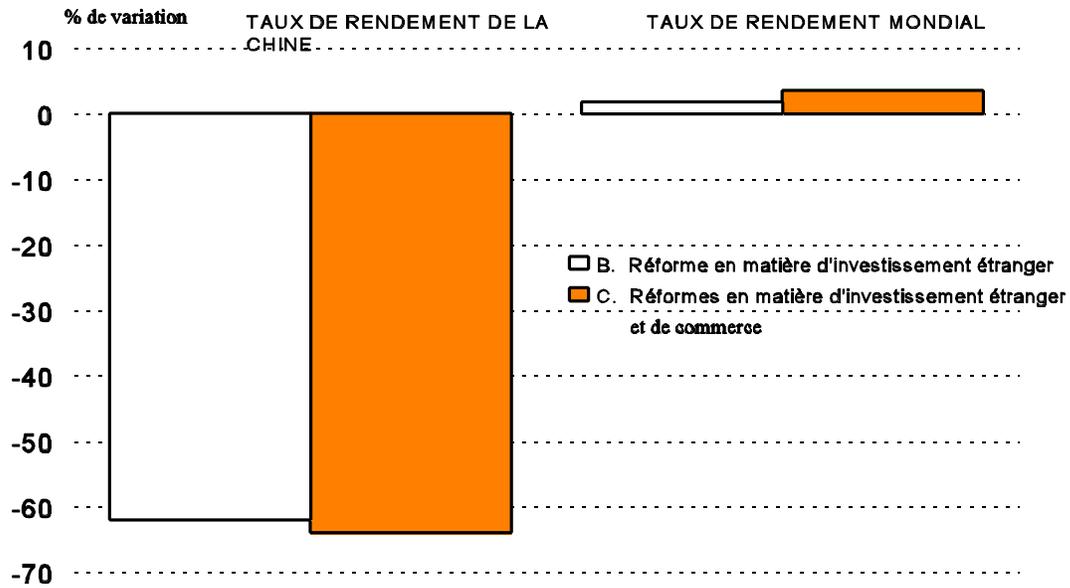
Gains en efficacité mondiaux découlant de la réforme en matière de commerce de la réforme en matière d'investissement étranger et des réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine



Source : Lam (1996).
PNB mondial : 18 716 milliards de dollars US

Figure 4.4

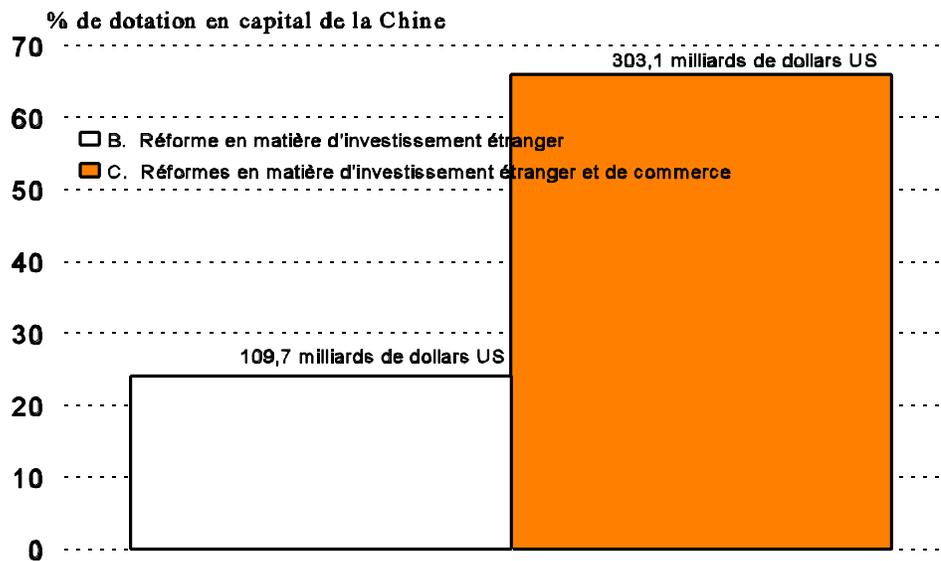
Variation des taux de rendement après la réforme en matière d'investissement étranger et les réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine



Source : Lam (1996).

Figure 4.5

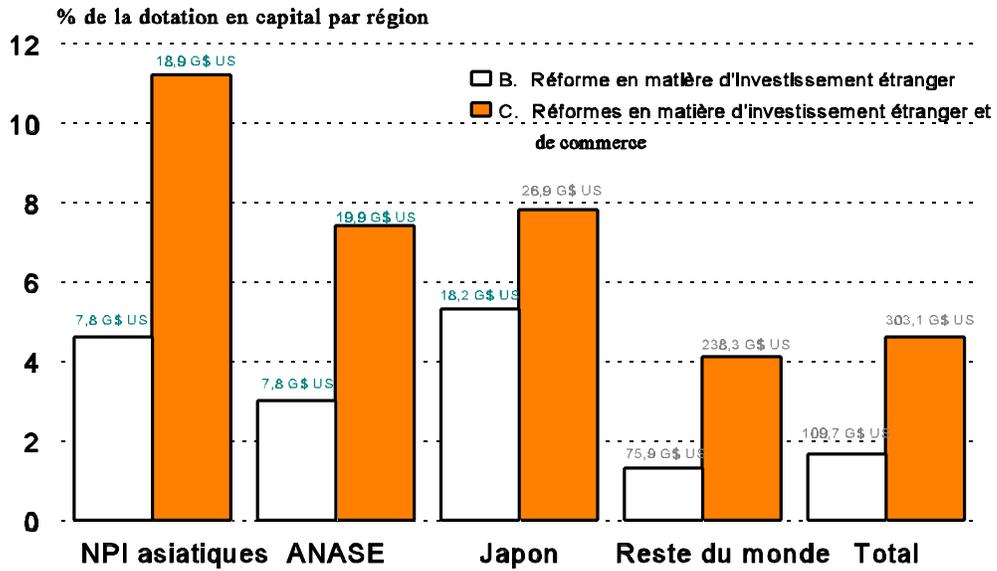
Entrée de capitaux en Chine après la réforme en matière d'investissement étranger et les réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine



Source : Lam (1996).

Figure 4.6

**Sortie de capitaux par région exportés en Chine après la réforme en matière
d'investissement étranger et les réformes en matière d'investissement étranger
et de commerce mises en oeuvre en Chine**



Source : Lam (1996).

Dans le cadre de cette expérience, des problèmes se posent en raison de l'existence de restrictions en matière de commerce imposées par la Chine. Les résultats révèlent que l'élimination de la restriction à l'investissement étranger uniquement peut en fait augmenter les inefficiences des restrictions au commerce de la Chine pour TOUTES les régions, ce qui peut ensuite compenser une grande partie du gain de bien-être découlant de chaque région à la suite de la libéralisation de l'investissement étranger en Chine.

La chute importante de plus de 60 % du taux de rendement de la Chine à la suite de l'entrée d'investissements étrangers déclenche une diminution importante de la valeur ajoutée totale dans tous les secteurs de la Chine. Cette situation entraîne des réductions importantes dans les coûts unitaires de production dans tous les secteurs du pays. En conséquence, la production et les produits d'exportation augmentent considérablement dans chaque secteur en Chine.

Cet essor des produits d'exportation rend les restrictions à l'exportation minimales inefficaces. Les exportations de la Chine dans les secteurs des biens de production finis et des produits de haute technologie augmentent donc de façon considérable, soit de 333 % (1,7 milliard de dollars US) et de 700 % (31,1 milliards de dollars (US) respectivement. Cette hausse donne lieu à une autre chute de l'indice des prix à l'exportation de la Chine (comparativement à l'expérience A) qui se traduit par des pertes plus importantes pour la Chine dans les termes de l'échange ou encore par des gains plus importants dans les termes de l'échange pour des économies autres que celles de la Chine (figure 4.2).

Dans le cadre de l'expérience B, l'augmentation des produits d'exportation de la Chine fait ressortir considérablement les inefficiences découlant des restrictions à l'exportation maximales de la Chine pour TOUTES les régions comparativement à la situation qu'elles occupaient avant de mener l'expérience. Ceci est attribuable à l'expansion des produits d'exportation de la Chine dans des secteurs où les restrictions à l'exportation maximales s'appliquent, ce qui augmente en fait les écarts de prix entre les prix de la Chine et les prix internationaux dans ces secteurs. Les écarts de prix augmentent de 153 % dans le secteur agricole, de 78 % dans le secteur des biens intermédiaires de base et de 90 % dans le secteur des marchandises industrielles légères. Dans l'ensemble, les résultats laissent supposer que les pertes de bien-être de CHAQUE région découlant des restrictions au commerce imposées par la Chine augmentent lorsque la restriction à l'investissement étranger est éliminée.

À l'échelle mondiale, le résultat indique que le gain en efficacité mondiale découlant de la libéralisation de l'investissement étranger en Chine (0,37 % du PNB mondial) est beaucoup plus important que celui découlant de l'élimination de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine (0,07 % du PNB mondial). Néanmoins, l'analyse semble également indiquer que le gain en efficacité mondiale obtenu dans le cadre de l'expérience B aurait pu être plus élevé si aucune restriction au commerce n'avait été imposée en Chine (figure 4.3).

Les résultats obtenus dans le cadre de l'expérience C confirment en outre les effets interactifs entre les réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine. Le modèle indique que pour CHAQUE région, les gains en efficacité découlant de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine sont grandement améliorés si la Chine met en oeuvre au même moment sa réforme en matière d'investissement étranger.

Dans le cadre de l'expérience C, l'augmentation des produits d'exportation de la Chine donne lieu à des augmentations des exportations dans tous les secteurs. Cette hausse spectaculaire des exportations varie d'un multiple de 1,6 dans le secteur agricole à 15,6 dans le secteur des marchandises industrielles légères. Ceci se traduit par une autre chute égale de l'indice des prix à l'exportation de la Chine, comparativement à l'expérience B. En conséquence, d'autres régions bénéficient de gains beaucoup plus importants sur les termes de l'échange qui ont été transférés de la Chine (figure 4.2).

En suivant le même raisonnement, en même temps que les inefficiences découlant des restrictions à l'exportation maximales sont amplifiées en ce qui concerne toutes les régions lorsqu'on élimine seulement la restriction en matière d'investissement étranger (expérience B), on prévoit le contraire lorsque ces contingents d'exportation sont éliminés en même temps que la restriction à l'investissement étranger (expérience C). Dans l'ensemble, les résultats laissent supposer que les gains de bien-être globaux pour TOUTES les régions découlant de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine sont considérablement amplifiés lorsque la restriction à l'investissement étranger de la Chine est abolie simultanément.

En résumé, les gains de bien-être par région obtenus dans le cadre de l'expérience B auraient pu être plus élevés si aucune restriction en matière de commerce n'était imposée en Chine. Dans le cadre de l'expérience C, les gains de bien-être par région découlant de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine sont renforcés à la suite de la libéralisation simultanée de l'investissement étranger en Chine. En conséquence, on estime que les gains économiques réalisés dans TOUTES les régions dans le cadre de l'expérience C sont au moins doublés par rapport aux gains de bien-être totaux obtenus dans le cadre de l'expérience A et de l'expérience B ensemble (figure 4.1). En calculant sur une base nette les transferts interrégionaux des gains et des pertes des termes de l'échange, le modèle indique que le gain en efficacité total est de 0,07 % du PNB mondial dans l'expérience A, de 0,37 % dans l'expérience B et augmente de façon marquée à 1,31 % du PNB mondial dans l'expérience C (figure 4.3).

B. Effets de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine sur la structure du commerce mondial

La réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine élimine les distorsions des prix entre les prix sur le marché chinois et les prix sur le marché international et, de ce fait, améliore l'efficacité du commerce mondial. Les pays sont en mesure de commercer davantage en

fonction de leurs avantages comparatifs et cette situation entraîne des changements dans la structure du commerce mondial. Ces changements sont illustrés dans le tableau 4.2 qui indique les changements dans la structure sectorielle des échanges de chaque région à la suite de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine (expérience A).

À grande échelle, les résultats du modèle reflètent la compétitivité changeante dans le domaine de l'exportation en Chine comme nous l'avons mentionné dans la section II. Ils indiquent que les exportations diminuent de 58,8 % (ou 0,3 milliard de dollars US) dans le secteur des biens de production finis (p. ex., le matériel de transport) et de 61,7 % (ou 2,8 milliards de dollars US) dans le secteur de la haute technologie (p. ex., les produits chimiques) reflétant les chutes dans les indices d'avantage comparatif révélé (ACR) de ces secteurs (figure 2.2). Il y a également les secteurs touchés par les restrictions à l'exportation minimales imposées par la Chine, secteurs pour lesquels les exportateurs sont en fait subventionnés par le gouvernement chinois (figure 3.2).

Tableau 4.2
Variations dans la structure sectorielle du commerce découlant uniquement
de la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine
(expérience A)

	Régions				
	NPI asiatiques	ANASE	Japon	Reste du monde	Chine
1. Variations des exportations (milliards de dollars US)¹					
Agriculture	0.1	-0.1	-0.0	1.0	1.0
Biens intermédiaires de base	-0.5	-0.7	-0.9	-0.6	7.4
Marchandises industrielles légères	-3.6	-1.1	-1.3	-0.2	18.0
Biens de production finis	0.4	0.0	1.9	4.4	-0.3
Haute technologie	1.5	0.1	1.9	2.2	-2.8
Services	1.1	0.7	1.0	1.4	-4.8
Totaux	-1.0	-1.0	2.7	8.1	18.4
2. Variations des importations (milliards de dollars US)¹					
Agriculture	-0.0	-0.0	0.1	0.2	1.6
Biens intermédiaires de base	-0.2	-0.0	0.7	2.0	2.3
Marchandises industrielles légères	0.0	0.0	0.7	8.7	2.5
Biens de production finis	-0.1	-0.0	0.1	-0.1	6.5
Haute technologie	-0.1	-0.0	0.0	-0.5	3.6
Services	-0.1	-0.1	0.1	-1.8	1.2
Totaux	-0.4	-0.1	1.6	8.4	17.8

Source : Lam (1996).

Nota : ¹ En supposant l'application de la différenciation nationale (c.-à-d., l'hypothèse d'Armington) dans ce modèle, chaque région exporte et importe simultanément le même groupe de produits.

Par ailleurs, les exportations augmenteraient de façon marquée, soit de 162 % (ou 18 milliards de dollars US) dans le secteur des marchandises industrielles légères (p. ex., le vêtement et la chaussure) se caractérisant par une hausse importante de l'ACR de la Chine dans ce secteur (figure 2.2). En réalité, l'élimination des restrictions à l'exportation maximales dans ce secteur ne relève pas directement de la Chine. En ce qui concerne la plupart des principaux produits de ce secteur (p. ex., le vêtement, les tissus et la chaussure), la Chine est liée par l'Arrangement multifibres et l'assouplissement des restrictions à l'exportation maximales en Chine doit être négocié multilatéralement dans le cadre de cet accord. L'élimination des permis d'importation en Chine pour tous les secteurs permet aux consommateurs nationaux de remplacer des produits intérieurs par des produits importés.

La situation est plus compliquée en ce qui concerne le secteur des biens intermédiaires de base (p. ex., les produits pétroliers, le fer et l'acier ainsi que le bois et les articles en papier). En raison de l'abolition des restrictions à l'exportation maximales, le modèle prévoit une augmentation spectaculaire de 153 % (ou 7,4 milliards de dollars US) des exportations de la Chine dans ce secteur. Parallèlement, on évalue que le prix sectoriel à l'importation en Chine est à peu près au pair avec le prix sectoriel international, les importations de la Chine devraient augmenter de 27 % dans ce secteur (ou 2,3 milliards de dollars US), proportionnellement moins que les augmentations des importations dans d'autres secteurs.

Cependant, comme nous l'avons mentionné précédemment, les prix réduits des intrants intermédiaires s'appliquent à un grand nombre de produits clés d'exportation et d'importation dans le secteur des biens intermédiaires de base. Par exemple, le prix réduit des intrants intermédiaires du pétrole brut pourrait favoriser l'essor excessif des exportations de produits pétroliers dans ce secteur lorsque la restriction à l'exportation maximale aura été levée pour ce secteur. En outre, le prix réduit des intrants intermédiaires du charbon diminue le prix sur le marché intérieur s'appliquant à des articles d'importation importants comme le fer et l'acier. En conséquence, le prix du fer et de l'acier semble être concurrentiel avec le prix mondial, empêchant la croissance de ces importations lorsque les mesures de contrôle relatives à l'octroi de permis d'importation auront été éliminées en Chine.

L'élimination des restrictions à l'exportation minimales et des mesures de contrôle relatives à l'octroi des permis d'importation imposées par la Chine dans le secteur des biens de production finis (p. ex., le matériel de transport et les machineries pour les industries spécialisées) et le secteur des produits de haute technologie (p. ex., les produits chimiques et le matériel de télécommunications) joue le rôle de stimulant et favorise les exportations d'articles dans ces secteurs dans les régions autres que la Chine. En conséquence, le modèle indique des expansions

évidentes des exportations dans ces secteurs pour l'ensemble des régions, à l'exception de la Chine.

Par contre, la tendance est incertaine dans les régions autres que la Chine en ce qui concerne les exportations dans le secteur agricole (p. ex., les céréales, le caoutchouc brut, les pâtes et vieux papiers), le secteur des biens intermédiaires de base (p. ex., le bois et les articles en papier et les métaux de base) et le secteur des marchandises industrielles légères (p. ex., les fils et les tissus, le vêtement). On prévoit que les importations de la Chine et les exportations vers la Chine des produits de ces secteurs augmenteront lorsque le pays aura aboli les restrictions à l'exportation maximales et les mesures de contrôle relatives à l'octroi des permis d'importation. Le changement éventuel dans les exportations dépend principalement de la force relative des expansions de l'importation de la Chine et de l'exportation vers la Chine. Dans l'ensemble, les exportations dans ces secteurs devraient diminuer dans ces régions^{24,25}.

La concurrence que se livrent la Chine, les NPI asiatiques et l'ANASE sur le plan de l'exportation vers le reste du monde (RDM) (composé principalement de pays développés comme le Canada, les États-Unis et l'Europe) est plus féroce dans le secteur des marchandises industrielles légères. L'augmentation dans les importations de produits faisant partie de ce secteur vers la région du Reste du monde s'élève à 8,7 milliards de dollars US. Les exportations relatives à ce secteur, de la Chine vers le Reste du monde devraient augmenter de 15 milliards de dollars US. Les exportations de ces biens à partir des NPI asiatiques et de l'ANASE vers le Reste du monde fléchissent de 4 milliards de dollars US et de 1,1 milliard de dollars US respectivement. Comme nous l'avons souligné à la section II, même s'il y a eu un changement important continu de l'avantage comparatif de la Chine au cours des années 1980 en ce qui a trait aux exportations à fort coefficient de main-d'oeuvre peu spécialisée, on remarque la tendance contraire dans les NPI asiatiques. L'indice d'avantage comparatif de l'ANASE dans ce secteur est demeuré sous le seuil du un au début des années 1990.

²⁴ Comme nous l'avons déjà mentionné, la vigueur relative de l'augmentation des exportations en Chine de produits intermédiaires de base par rapport à une augmentation des importations dans ce secteur peut être attribuable à la structure de prix qui a un effet de distorsion.

²⁵ Généralement parlant, les effets sur le commerce évalués dans l'expérience C sont différents des résultats obtenus dans le cadre de l'expérience A sur les plans suivants : dans le cadre de l'expérience C, l'entrée d'investissements étrangers en Chine entraîne une baisse importante du taux de rendement de la Chine et, en retour, réduit de façon importante les coûts de production par unité de la Chine dans tous les secteurs. Par conséquent, l'expansion de l'approvisionnement pour l'exportation de la Chine et la diminution de la demande d'importation sont très fortes et anéantissent l'incidence de l'élimination des restrictions en matière d'exportation et d'importation imposées en Chine. Cet effet dominant agit comme un frein sur les exportations d'autres économies qui connaissent des diminutions dans tous les secteurs.

Résumé

Les résultats nous incitent fortement à croire qu'il existe, pour TOUTES les régions, un effet complémentaire positif entre la réforme en matière de commerce et la réforme en matière d'investissement étranger mises en oeuvre en Chine. On estime que les gains de bien-être régionaux découlant de la réforme en matière du commerce mise en oeuvre en Chine augmenteront considérablement si la libéralisation de la restriction au pays en matière d'investissement étranger se produit simultanément. Les résultats indiquent également qu'en éliminant seulement la restriction à l'investissement étranger en Chine on peut en fait accroître les inefficiences de la restriction au commerce imposée en Chine en ce qui concerne TOUTES les régions, ce qui, par contre, peut contrebalancer la plupart des gains de bien-être de chaque région découlant de la libéralisation de l'investissement étranger en Chine.

À une grande échelle, les résultats du modèle indiquent également que la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine entraîne une répartition mondiale plus efficace des produits, ce qui fait que les pays commercent davantage en fonction de leur avantage comparatif. Alors que la Chine connaît des baisses importantes de ses exportations de biens de capital, de biens de production finis (p. ex., matériel de transport) et de produits de haute technologie (p. ex., produits chimiques), d'autres régions enregistrent une hausse dans leurs exportations de ces biens. Parallèlement, une diminution marquée des exportations se produit en Chine dans le secteur des marchandises industrielles légères (p. ex., le vêtement, les fils et les tissus ainsi que la chaussure), à l'opposé d'une augmentation des importations de ces produits, tout particulièrement dans la région du Reste du monde (principalement le Canada, les États-Unis et l'Europe). En même temps, tout porte à croire que la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine ne suffira peut-être pas à elle seule dans certains cas à entraîner des changements efficaces dans la structure du commerce. C'est tout particulièrement le cas du secteur des biens intermédiaires de base de la Chine (comprenant le charbon, le fer et l'acier, le pétrole brut et la pâte de bois) où la réforme des prix doit absolument être associée à la réforme en matière de commerce.

5. CONCLUSIONS

La présente étude a démontré que les conséquences pour la Chine et d'autres pays commerçants sont énormes si la Chine libéralise complètement ses restrictions relatives au commerce et à l'investissement étranger. Voici quelques-unes des principales constatations fondées sur les principes suivants :

- Les possibilités d'accroître les perspectives commerciales entre le Canada et la Chine peuvent être énormes. Alors que la compétitivité du Canada sur le plan de l'exportation est particulièrement forte dans les produits du bois, les articles de papier et le matériel de transport, la compétitivité de la Chine dans ces secteurs est faible. La situation est tout à fait le contraire en ce qui concerne le textile, le vêtement et la chaussure.
- Actuellement, sauf en ce qui concerne le blé, le sel minéral, les pâtes et les vieux papiers, le Canada fait face à des difficultés sur le plan de la diversification des exportations vers la Chine dans les secteurs où on a déterminé que le Canada jouissait d'un avantage concurrentiel (p. ex., le bois et les articles en papier, les métaux de base et le matériel de transport).
- Le plan d'importation, les mesures de contrôle des prix et les tarifs élevés imposés par la Chine entravent toujours un grand nombre d'exportations importantes et éventuelles du Canada vers la Chine.
- Les restrictions à l'importation imposées au Canada (comme l'Arrangement multifibres) freinent l'expansion des exportations de la Chine vers le Canada dans le secteur du vêtement, des fils et des tissus et de la chaussure.
- Il existe une intégration profonde entre les économies de la Chine et de Hong Kong. Les occasions d'affaires entre la Chine et le Canada peuvent être augmentées si le Canada a recours à son vaste réservoir d'immigrants spécialisés provenant de Hong Kong.
- Les liens en matière d'investissement et de commerce qu'entretient la Chine avec les États-Unis et l'Asie se sont considérablement resserrés. Le Canada devrait bénéficier des retombées découlant des avantages dont bénéficieraient les États-Unis et les pays asiatiques à la suite des réformes mises en oeuvre en Chine dans le secteur étranger.
- Le modèle utilisé dans la présente étude indique que CHAQUE région tire profit de la réforme en matière de commerce et de la réforme en matière d'investissement étranger mises en oeuvre en Chine.

- Les résultats du modèle nous incitent fortement à croire qu'il existe, pour TOUTES les régions, un effet complémentaire positif entre la réforme en matière de commerce et la réforme en matière d'investissement étranger mises en oeuvre en Chine. Le modèle indique que les gains de bien-être dont profiteront TOUTES les régions lorsque les deux réformes seront mises en oeuvre équivaldront au moins au double de l'ensemble des gains de bien-être totaux découlant de la réforme en matière de commerce uniquement et de la réforme en matière d'investissement étranger seulement.
- Généralement parlant, la réforme en matière de commerce mise en oeuvre en Chine entraîne une répartition mondiale plus efficace des ressources, ce qui permet aux pays de commercer davantage en fonction de leur avantage comparatif. La Chine affiche des baisses importantes dans ses exportations dans le secteur des industries de capital (p. ex., le matériel de transport et les produits chimiques) alors que les exportations d'autres régions augmentent dans ce secteur. On prévoit que les exportations de la Chine augmenteront de façon marquée dans le secteur des industries à fort coefficient de main-d'oeuvre (p. ex., le vêtement, les fils et les tissus ainsi que la chaussure), contrairement à une hausse marquée de ces biens dans les pays développés.
- La réforme en matière de commerce, si elle n'est pas associée à la réforme en Chine des prix dans les industries du charbon, du fer et de l'acier, du pétrole brut et de la pâte de bois peut avoir un effet de distorsion sur la structure du commerce mondial.

Actuellement, il existe des barrières commerciales à la fois en Chine et dans les économies développées (comme au Canada), entravant un grand nombre de possibilités commerciales entre économies. Malgré ces barrières commerciales, les constatations qui ressortent du modèle indiquent que chaque région jouira d'avantages si ces restrictions au commerce sont éliminées. Le Canada devrait tirer directement profit de l'élargissement du commerce avec la Chine et indirectement des retombées dont profiteront d'autres économies. À cet égard, la stratégie du Canada qui est de tisser des liens commerciaux avec la Chine revêt beaucoup d'importance. Il est tout aussi important que le Canada encourage la diversification de ses marchés à l'échelle mondiale. Il pourrait également être bénéfique pour les deux pays non seulement d'encourager la Chine à se tourner vers le libre-échange, mais également d'encourager le Canada à examiner la possibilité d'éliminer certaines de ses barrières commerciales dans le secteur des industries à fort coefficient de main-d'oeuvre (p. ex., le vêtement, les tissus et la chaussure).

Les résultats découlant du modèle font grandement ressortir l'importance d'une mise en oeuvre simultanée de la réforme en matière de commerce et de la réforme en matière d'investissement en Chine : À LA FOIS pour le bien de la Chine et celui d'autres pays. Il semble donc important d'encourager la Chine à abolir complètement ses restrictions au commerce et à s'orienter vers un régime d'investissement libéralisé, peut-être par l'entremise de l'Organisation mondiale du commerce.

Les conséquences pour la Chine peuvent s'étendre à d'autres économies de pays en voie de développement qui résistent depuis longtemps aux réformes dans leur secteur étranger. Les constatations faites dans le cadre de la présente étude nous permettent de croire que les réformes dans le secteur étranger dans ces économies peuvent être avantageuses autant pour les pays développés que pour les pays en voie de développement.

Annexe 3.A

Évaluation de la portée des restrictions au commerce imposées en Chine au milieu des années 1980

La présente annexe explique en détail la méthodologie utilisée pour évaluer les restrictions au commerce sectorielles imposées par la Chine à l'équilibre initial au milieu des années 1980. Dans le modèle, les estimations sont utilisées comme paramètres de la politique en matière de commerce. L'estimation de la différence entre le prix fictif sur le marché intérieur de la Chine et le prix international au taux de change d'équilibre au milieu des années 1980 indiquent dans quelle mesure un secteur en particulier est restrictif¹. Les approximations utilisées pour représenter les prix fictifs sur le marché intérieur à l'équilibre initial sont les prix sur le marché intérieur², et l'approximation utilisée pour le taux de change de référence est le taux de change sur le marché noir³.

L'estimation des écarts de prix entre le prix sur le marché intérieur de la Chine et les prix sur le marché international comporte plusieurs étapes. Premièrement, on identifie les principaux articles d'exportation et d'importation dans un secteur. Deuxièmement, des prix tirés de

¹ Le commerce en Chine était administré par des sociétés de commerce extérieur appartenant à l'État. Même si les transactions intérieures en matière d'exportation et d'importation entre producteurs et consommateurs et sociétés de commerce extérieur en Chine étaient souvent effectuées à des prix planifiés administrés par l'État (plutôt qu'à des prix fictifs intérieurs), la politique intérieure relative à l'établissement des prix de biens échangés en Chine ne supposerait qu'une redistribution de la rente (associée à des restrictions quantitatives en matière de commerce) d'un groupe de personnes à un autre en Chine. La rente totale générée par des restrictions quantitatives contraignantes en matière de commerce demeurerait inchangée. Étant donné que la présente étude ne porte que sur les effets d'affectation et non sur les effets distributifs en Chine, on ne tient pas compte dans l'étude de ces pratiques d'établissement de prix.

² En général, les prix fictifs d'une économie intérieure assujettis à des restrictions quantitatives s'appliquant au commerce (comme c'était le cas en Chine) peuvent être, ou ne pas être, les mêmes que les prix sur le marché intérieur. Cela dépend du mécanisme de distribution quant à savoir qui obtient le droit de commercer (c.-à-d., qui obtient le permis d'exportation ou d'importation). Par exemple, dans le cadre d'un mécanisme de files d'attente, le prix d'achat effectif (c.-à-d., le prix fictif) est plus élevé que le prix d'achat réel (c.-à-d., le prix sur le marché interne) pour des importations restreintes sur le plan des quantités en raison de l'existence d'un coût de recherche (dans le cas présent, un coût d'attente). Dans le cadre d'un mécanisme de rationnement à l'aide de coupons, les coûts de recherche sont éliminés et le prix fictif est équivalent au prix sur le marché intérieur. Consulter Bhagwati et Krueger (1973), et Krueger (1974).

³ Le taux de change sur le marché noir de la Chine était évalué à 6,1 yuans par dollar américain au milieu des années 1980 comme l'indique Sung (1988, pp. 15-17).

différentes sources de données⁴ sont utilisés pour calculer le prix moyen sur le marché intérieur pondéré en fonction des échanges et le prix moyen sur le marché international relativement aux principales catégories d'un secteur en particulier. Enfin, les prix sur le marché chinois ont été rajustés uniformément afin de refléter une conversion en dollars américains (devise dans laquelle les prix internationaux sont mentionnés) au taux de change sur le marché noir. Les tableaux A3.1 et A3.2 résument les données utilisées pour déterminer les écarts de prix entre les prix estimés sur le marché intérieur de la Chine et les prix sur le marché international pour chaque article d'exportation et d'importation au milieu des années 1980 en Chine. On explique également les raisons pour lesquelles des restrictions quantitatives en matière de commerce sont considérées comme étant des instruments contraignants à l'équilibre initial en Chine⁵.

Dans le tableau A3.1, si les indices pour les prix sur le marché intérieur de la Chine dans des secteurs bien précis sont inférieurs à l'indice du prix sur le marché mondial (c.-à-d., 100), cela signifie que dans ces secteurs les exportations de la Chine sont restreintes par des contingents d'exportation maximums. Si l'inverse est vrai, ces secteurs sont assujettis à des objectifs minimums en matière d'exportation. Dans le tableau A3.2, l'écart qui existe entre le prix moyen sur le marché chinois le plus élevé et le prix moyen sur le marché mondial le plus bas constitue la rente par unité associée aux mesures quantitatives contraignantes en matière d'importation dans ce secteur. Dans le secteur des biens intermédiaires de base, les données recueillies et fournies à la colonne 3 du tableau A3.2 laissent supposer que des mesures de contrôle quantitatives sur l'importation sont appliquées à la plupart des principaux articles de ce secteur. Cependant, on estime que le prix moyen sur le marché chinois est le même que le prix moyen sur le marché mondial, et ainsi, les mesures de contrôle quantitatives en matière d'importation ne sont contraignantes qu'à l'équilibre initial dans ce secteur.

⁴ Une liste complète des sources des données utilisées est fournie à la fin des tableaux A3.1 et A3.2.

⁵ Pour de plus amples renseignements, consulter l'ouvrage de Lam (1996).

Tableau A3.1

Détermination des écarts de prix entre les prix sur le marché intérieur de la Chine et les prix sur le marché international dans les secteurs d'exportation de la Chine au milieu des années 1980

(Indice du prix mondial = 100)

Secteurs d'exportation	Part d'exportation et principaux produits	Description des restrictions imposées sur les quantités en 1986 et autres renseignements pertinents	Indices des prix planifiés et des prix sur le marché en Chine
Agriculture	- 15 % des exportations totales - principaux produits : fruits et légumes (23 %), céréales (19 %), graines oléagineuses et fruits oléagineux (12 %)	- Au moins la moitié des exportations du secteur agricole de la Chine était destinée aux marchés de Hong Kong et de <u>Macau</u> , dont la Chine était le seul fournisseur important. La Chine contrôlait l'approvisionnement dans ces secteurs sur le plan quantitatif en exerçant un <u>contrôle sévère en matière d'octroi de permis d'exportation</u> - <u>Certains produits d'exportation</u> étaient régis par le <u>plan d'exportation</u> , notamment : le thé, le tabac, le riz, le maïs et les produits dérivés des fèves.	² planifiés : 34,3 ³ marché : 77,7

Suite...

Tableau A3.1 Suite de la page 65

Secteurs d'exportation	Part d'exportation et principaux produits	Description des restrictions imposées sur les quantités en 1986 et autres renseignements pertinents	Indices des prix planifiés et des prix sur le marché en Chine
Biens intermédiaires de base	<ul style="list-style-type: none"> - 21,4 % des exportations totales - principaux produits : produits pétroliers (46,1 %), fibres textiles (17,3 %) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les produits pétroliers étaient des <u>exportations planifiées</u> au milieu des années 1980. - Les <u>exportations planifiées</u> s'appliquaient à quelques autres produits importants, p. ex., la soie brute, le tungstène, l'antimoine, les matériaux de construction et les produits métalliques. 	⁴ marché : 67.6
Industries légères	<ul style="list-style-type: none"> - 24 % des exportations totales - principaux produits : fils et tissus (50 %), vêtements (39 %) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les exportations de fils et de tissus étaient contrôlées rigoureusement dans le cadre du <u>plan d'exportation</u>. - L'<u>octroi de permis d'importation</u> imposé en Chine sur les exportations de fils et de tissus et le <u>contingent d'exportation</u> imposé par des pays développés <u>limitaient la quantité des exportations de vêtements</u>. 	[*] marché : 75.0

(Tableau A3.1) Suite...

Tableau A3.1 Suite de la page 66

Secteurs d'exportation	Part d'exportation et principaux produits	Description des restrictions imposées sur les quantités en 1986 et autres renseignements pertinents	Indices des prix planifiés et des prix sur le marché en Chine
Biens de production finis	- 2,2 % des exportations totales principaux produits : automobiles (38 %), machines pour des industries spécialisées (25 %)	- Secteur d'exportation très favorisé grâce à <u>d'importants crédits et des subventions à l'exportation et à des stimulants à l'exportation favorables</u> - Les prix sur la marché intérieur étaient en général considérés supérieurs aux prix sur le marché international.	* marché : 120
Haute technologie	- 4 % des exportations totales - principaux produits : produits chimiques organiques et inorganiques (63%)	- D'importantes <u>subventions</u> étaient accordées pour les exportations de produits chimiques légers. - En général, les exportations de produits de haute technologie visaient à atteindre des <u>objectifs d'exportation</u> fixés par l'État.	² planifiés : 50.5 * marché : 110

* Étant donné qu'on ne dispose d'aucune donnée sur les prix pour ces catégories, on utilise des * estimations subjectives+ calculées à partir de données non scientifiques et de lectures d'ouvrages spécialisés (p. ex., Lardy (1991), Banque mondiale (1988)).

¹ Source : Nations Unies (1989, pp. 170-171).

² Source : Lardy (1991, pp. 92-93).

(Tableau A3.1) Suite...

Tableau A3.1 Suite de la page 67

- ³ Sources pour les prix sur le marché international : Fonds Monétaire International (FMI) (1991, p. 162); Banque mondiale (1989a, différentes pages); Banque mondiale (1989b, différentes pages); United States International Trade Commission (USITC) (1991, différentes pages).
- Sources pour les prix sur le marché chinois : Chan, Thomas (1987, p. 100); Pudney, Stephen et al. (1991, p. 5); Bryd, William (1988, pp. 96-99); State Statistical Bureau City Social Economic Investigation Headquarters (SCSEIH) (1988, différentes pages); Chinese Price Yearbook Editorial Board (CPYEB) (1989, différentes pages).
- ⁴ Source : Lardy (1991, p. 94).

Tableau A3.2

Détermination des écarts de prix entre les prix sur le marché intérieur de la Chine et les prix sur le marché international dans les secteurs d'importation de la Chine au milieu des années 1980

(Indices du prix mondial = 100)

Secteurs d'importation	Part d'importation et principaux produits	Description des restrictions imposées sur les quantités en 1986 et autres renseignements pertinents	Indices des prix planifiés et des prix sur le marché en Chine
Agriculture	- 5,2 % des importations totales - principaux produits : céréales (43 %), caoutchouc brut (12 %), sucre (10 %), boissons et tabac (8 %)	- Au moins 60 % des importations dans le secteur agricole (p. ex., grains, tabac et caoutchouc) étaient régies par le <u>plan d'importation</u> .	³ marché : 130.3
Biens intermédiaires de base	- 31,6 % des importations totales - principaux produits : fer/acier (50,3 %), matières plastiques (9,6 %)	- La plupart des principaux produits étaient régis par le <u>plan d'importation</u> , principalement les importations de fer et d'acier et de métaux non ferreux. - 50 % des <u>produits figurant sur la liste d'octroi de permis d'importation</u> étaient des produits de l'acier	² planifiés : 33.0 ³ marché : 100

Suite ...

Tableau A3.2 Suite de la page 69

Secteurs d'importation	Part d'importation et principaux produits	Description des restrictions imposées sur les quantités en 1986 et autres renseignements pertinents	Indices des prix planifiés et des prix sur le marché en Chine
Industries légères	<ul style="list-style-type: none"> - 4,1 % des importations totales - principaux produits : fil textile et tissus (92 %) 	<ul style="list-style-type: none"> - Il s'agit principalement d'importations non planifiées assujetties à des surcharges et à des tarifs élevés ainsi qu'à l'octroi de <u>permis d'importation très rigoureux</u>. 	<ul style="list-style-type: none"> ²planifiés : 36.3 * marché : 133
Biens de production finis	<ul style="list-style-type: none"> - 33 % des importations totales - principaux produits : machines pour des industries spécialisées (51 %) 	<ul style="list-style-type: none"> - L'<u>octroi de permis d'importation</u> est exigé pour les machines, les biens de production et les automobiles. 	<ul style="list-style-type: none"> * marché : 120
Haute technologie	<ul style="list-style-type: none"> - 5,9 % des importations totales - principaux produits : matériel de télécommunications (23 %), machines électriques (19 %), instruments de précision (18 %) 	<ul style="list-style-type: none"> - Des mesures de contrôle sur l'<u>octroi de permis d'importation</u> sont imposées sur certains articles comme les biens de consommation durables et les produits médicaux. 	<ul style="list-style-type: none"> * marché : 110

Tableau A3.2 Suite de la page 70

* Étant donné qu'on ne dispose d'aucune donnée sur les prix pour ces catégories, on utilise des* estimations subjectives+ calculées à partir de données non scientifiques et de lectures d'ouvrages spécialisés (p. ex., Lardy (1991), Banque mondiale (1988)).

¹ Source : Nations Unies (1989, pp. 170-171).

² Source : Lardy (1991, pp. 92-93).

³ Sources pour les prix sur le marché international : FMI (1991, p. 162); Banque mondiale (1989a, différentes pages); Banque mondiale (1989b, différentes pages); United States International Trade Commission (USITC) (1991, différentes pages). Sources pour les prix sur le marché chinois : Chan, Thomas (1987, p. 100); Pudney, Stephen et al. (1991, p. 5); Bryd, William (1988, pp. 96-99); State Statistical Bureau City Social Economic Investigation Headquarters (SCSEIH) (1988, différentes pages); Chinese Price Yearbook Editorial Board (CPYEB) (1989, différentes pages).

Notes générales relatives aux tableaux A3.1 et A3.2

1. Depuis sa réforme à la fin des années 1970, la Chine a instauré un système de tarification double, dont un prix est fixé par l'État (c.-à-d., le prix planifié) et l'autre est fixé par le marché (c.-à-d., le prix du marché).
2. Les estimations de Lardy (indices des prix pour les sources n° 2 et n° 4 sont calculées en déterminant le prix moyen simple des principaux articles dans le secteur concerné. L'estimation en ce qui concerne la source n° 3 est fondée sur le prix moyen pondéré en fonction des échanges pour les principales catégories dans ce secteur. Les prix chinois sont convertis en dollars américains au taux de règlement interne de 2,8 yuans par dollar américain pour les estimations de Lardy. Un rajustement des estimations de Lardy est nécessaire, soit la conversion des prix chinois en dollars américains au taux approximatif du marché noir de 6,1 yuans par dollar [Sung (1988)]. L'estimation s'appliquant à la source n° 3 est calculée au moyen du taux de conversion de 6,1 yuans par dollar américain.
3. Les écarts de prix sectoriels estimés calculés pour le Tableau A3.1 sont fondés sur les principaux articles d'exportation de la Chine et les écarts de prix sectoriels estimés calculés pour le Tableau A3.2 sont fondés sur les principaux articles d'importation de la Chine. Un calcul distinct pour les articles d'exportation et d'importation s'impose parce que l'utilisation de l'hypothèse d'Armington dans le modèle suppose une spécialisation complète dans la production, ce qui fait qu'une région exporte et importe le même groupe de produits au même moment.

Suite...

Tableau A3.2 Suite de la page 71

4. Le modèle englobe également le secteur des services qui se compose de services non facteurs comme les services personnels, les services commerciaux et les services gouvernementaux. Étant donné qu'on ne dispose d'aucune donnée en ce qui concerne les prix pour le secteur des services, on présume que la restriction à l'exportation maximale et la restriction relative à l'octroi de permis d'importation ne sont contraignantes que dans le secteur des services à l'équilibre initial.

Annexe 3.B

Restrictions au commerce imposées en Chine et distorsions des prix sur des groupes de produits choisis qui touchent le Canada (début des années 1990)

Groupes de produits	Part des exportations totales du Canada vers la Chine (1991-1995) ¹	Indices ACR du Canada et de la Chine ²	Restrictions au commerce imposées en Chine et distorsions des prix ³
Blé et méteil	1 ^{er} produit d'exportation en importance; 33,4 % - 57,6 %	Canada : 2.81 pour les céréales	Le plan d'importation détermine toujours le niveau des importations.
Animaux vivants et poisson	s.o.	Canada : 3.28 pour les animaux vivants; 1.48 pour le poisson Chine : 0.08 - 0.84	Le commerce des animaux vivants est non planifié, mais en ce qui concerne certains produits (p. ex., le porc et le boeuf), les prix sur le marché intérieur chinois sont réduits sur le plan administratif d'environ 25 % à 50 % en deçà de leurs prix sur le marché mondial.
Engrais	principal produit d'exportation	Canada : 2.0 - 2.7	Même si les tarifs sont relativement faibles (5 %), les importations sont toujours contrôlées sur le plan administratif par le plan d'importation. Les droits d'importation ne sont accordés qu'à une seule société ou encore à quelques sociétés de commerce extérieur désignées .
Pâtes et vieux papiers	4 ^e produit d'exportation en importance; 7,1 % - 9,4 %	Canada : 7.68	Le plan d'importation détermine le niveau des importations à des prix sur le marché intérieur chinois fixés artificiellement en deçà des prix mondiaux. Une valeur ajoutée négative aux prix internationaux est également calculée, ce qui laisse supposer que ce secteur est susceptible de ne pas pouvoir survivre à une libéralisation complète du commerce. Les droits d'importation sont restreints de façon rigoureuse.
Liège et bois	s.o.	Canada : 5.45	Des restrictions semblables à l'importation dans le secteur des industries des pâtes et des vieux papiers sont imposées.
Produits de liège et de bois	s.o.	Canada : 1.55; de 2 à 4 fois supérieur à la moyenne de l'OCDE Chine : 0 - 0.56 pour certains produits (p. ex., contreplaqué, placage et produits de liège)	Certains produits sont assujettis au plan d'importation (p. ex., le placage, certains produits de liège et certains contreplaqués). Des tarifs très élevés jusqu'à 80 % et des mesures de contrôle quantitatives contraignantes en matière d'importation s'appliquent au contreplaqué.
Papier, carton	s.o.	Canada : 3.21; de 2 à 4 fois supérieur à la moyenne de l'OCDE Chine : 0.84	Tirant profit des prix intérieurs réduits des intrants intermédiaires, la valeur ajoutée au prix international est calculée comme étant négative pour ce secteur. Il est possible que ce secteur ne puisse être concurrentiel dans le cadre d'une libéralisation totale du commerce.

Groupes de produits	Part des exportations totales du Canada vers la Chine (1991-1995) ¹	Indices ACR du Canada et de la Chine ²	Restrictions au commerce imposées en Chine et distorsions des prix ³
Charbon	s.o.	Canada : 2.26	Utilisation très répandue de permis d'exportation (équivalent tarifaire d'exportation de barrières non tarifaires : 53 %) et de taxe à l'exportation (40 %) pour diminuer le prix sur le marché intérieur chinois en deçà de la parité mondiale.
Minerais métallifères	0 % - 2,5 % pour les minerais de cuivre	Canada : 2.7	Toujours assujettis au plan d'importation dans les cas où les prix intérieurs sont gardés artificiellement en deçà des prix mondiaux.
Métaux non ferreux	s.o.	Canada : 2.32; de 2 à 4 fois supérieur à la moyenne de l'OCDE Chine : 0.9 dans les métaux de base	On signale que les prix intérieurs de la Chine sont concurrentiels avec les prix mondiaux dans l'industrie du fer et de l'acier, probablement en raison du prix administré peu élevé de son intrant intermédiaire de charbon.
Chlorure de potassium (c.-à-d., sel minéral)	2 ^e produit d'exportation en importance : 3,9 % - 10 %	s.o.	Assujetti au plan d'importation.
Matériel de transport	s.o.	Canada : 2.34 pour les véhicules routiers; 2 fois plus élevé que la moyenne de l'OCDE Chine : 0.06 - 0.82	Tarif extrêmement élevé (120 %) sur les automobiles à essence. Les importations sont également assujetties aux mesures de contrôle de licences à l'importation .

¹ Sources : Données en direct sur le commerce international, Statistique Canada; Sutton et Ge (1996).

² ACR est le sigle de l'expression avantage comparatif révélé. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section sur la Compétitivité changeante de l'exportation en Chine (p.9).

Source : ACR du Canada en 1992 : OCDE (1994); Gera (1994).

ACR de la Chine en 1989-1990 : Banque mondiale (1994).

³ Source : Banque mondiale (1994); Chen (1995).

Annexe 4.A

Modèle d'équilibre général appliqué à plusieurs pays

Le modèle d'équilibre général multinational utilisé dans la présente analyse est fondé sur le modèle Nguyen, Perroni et Wigle [Nguyen et al (1991)] et a été adapté en vue d'y inclure des restrictions quantitatives au commerce, une restriction à l'investissement étranger et des distorsions sur le marché des facteurs en Chine.

Le modèle comprend cinq régions : la Chine, les NPI asiatiques, l'ANASE, le Japon et le Reste du monde (RDM)^{6,7}. Chaque région est traitée symétriquement. Étant donné que la présente étude est axée principalement sur l'effet d'efficacité et non sur l'effet distributif, chaque région ne contient qu'un seul agent représentatif.

Chaque région englobe six secteurs regroupés de manière à fournir une indication des structures globales de production et de commerce des économies asiatiques. Ces secteurs comprennent l'agriculture (AGR), les biens intermédiaires de base (BSI), les marchandises industrielles légères (LIN), les produits finis (FCG), les produits de haute technologie (HTC) et les services (SVC)⁸.

Les dotations en capitaux et en main-d'oeuvre sont déterminées dans chaque région et les facteurs sont mobiles entre les secteurs⁹. Tous les facteurs sont pris en considération. Comparativement à d'autres études portant sur la Chine, il ressort de la présente étude une différence notable en ce qui concerne le traitement des flux de capitaux parmi les régions. On présume habituellement que les capitaux sont immobiles parmi les régions. Dans le présent

⁶ La région du RDM peut être considérée comme la principale destination des exportations des économies asiatiques faisant partie de la présente étude. Ce facteur est attribuable au fait que les pays asiatiques exportent principalement vers des pays développés comme le Canada, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest qui constituent la majeure partie du RDM dans le modèle.

⁷ Pour de plus amples renseignements sur la classification régionale utilisée dans le modèle, se reporter au tableau 4.1.

⁸ La classification sectorielle utilisée dans la présente étude est jumelée à celle fournie dans les codes de classification de la Classification type pour le commerce international (CTCI) de l'ONU comme on l'indique au tableau 3.1.

⁹ Les distorsions sur le marché des facteurs en Chine sont présentées comme des taxes et des subsides ad valorem et par conséquent on présume dans le modèle que les facteurs sont mobiles entre secteurs en Chine. Essentiellement, cette méthode équivaut à admettre des marchés de facteurs concurrentiels, mais avec des montants importants de taxes et de subsides qui provoquent une distorsion.

modèle, les capitaux sont homogènes entre toutes les régions. Cependant, dans le cadre de ce modèle on suppose que la Chine bénéficie d'un taux de rendement supérieur comparativement à celui d'autres régions. Ceci est attribuable au fait que le modèle considère que le gouvernement chinois réglemente la quantité d'investissement étranger entrant au pays par l'entremise d'octroi de licences. La main-d'oeuvre est immobile dans l'ensemble des régions.

Le gouvernement chinois administre le commerce, l'investissement étranger et les politiques en matière de marché des facteurs qui entrent en jeu dans l'économie. Des restrictions quantitatives au commerce comme les permis d'exportation, les objectifs minimums en matière d'exportation et les permis d'importation sont conçus tout particulièrement pour la Chine à l'équilibre initial. Pour comprendre les effets de la méthode utilisée en Chine pour la répartition du marché des facteurs de production, il faut tenir compte de l'exigence de taxes et de subsides relatifs aux facteurs sectoriels en supposant que le capital net ou la taxe nette sur la main-d'oeuvre est égale à zéro à l'équilibre initial¹⁰. En ce qui concerne le Japon, les NPI asiatiques, l'ANASE et le Reste du monde, des tarifs à l'importation et l'équivalent tarifaire de barrières non tarifaires sont appliqués. Toutes les recettes perçues par chaque gouvernement sont redistribuées au consommateur représentatif dans les régions respectives sous forme de transfert forfaitaire. Le modèle est résolu à l'aide du logiciel MPS/GE [Rutherford (1989)].

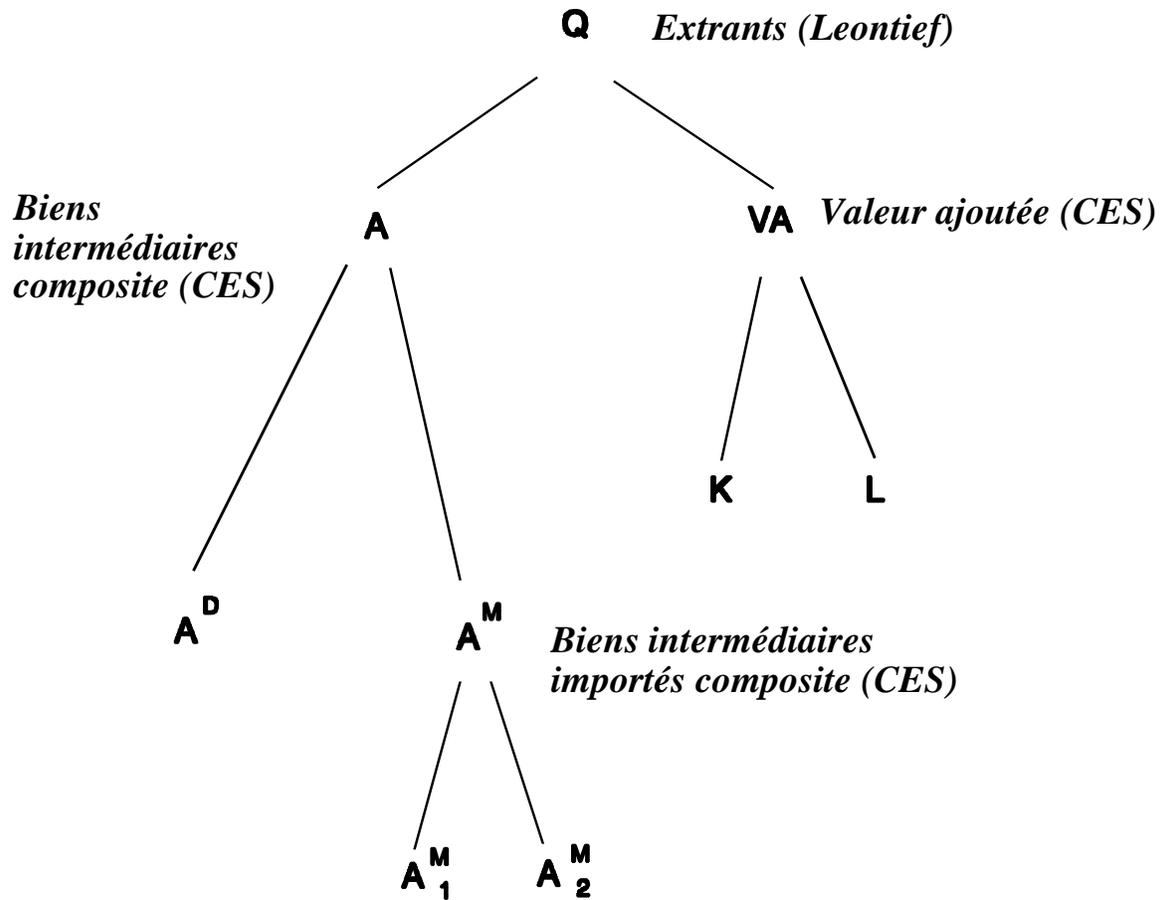
Pour représenter les possibilités de substitution dans le modèle entre les biens intérieurs et les importations, l'hypothèse d'Armington [Armington (1969)] est appliquée. Ceci signifie que les produits sont différenciés par point de production ainsi que par des caractéristiques physiques. Par exemple, une automobile de fabrication américaine est un substitut imparfait de voiture japonaise pour un consommateur de n'importe quelle région. L'hypothèse d'Armington explique ainsi à la fois le commerce d'exportation et d'importation d'un certain produit, alors que l'hypothèse des biens homogènes ne peut tenir compte que des effets nets sur le commerce. En outre, l'hypothèse d'Armington peut expliquer le phénomène de *chevauchement +¹¹ important dans les données sur le commerce, même au niveau des classifications de produits finement désagrégées.

Une description du secteur de production, du secteur de la consommation et du secteur gouvernemental pour chaque région est fournie ci-dessous. Afin d'assurer l'uniformité de la notation, l'indice k,j indique les produits, alors que les exposants i,m se rapportent aux régions. Le premier indice et le premier exposant indiquent l'origine et le deuxième indice et le deuxième exposant se rapportent à la destination. Par exemple, $a_{k,j}^{i,m}$ = exigence du produit k produit dans la région i nécessaire pour produire une unité du produit j dans la région m . La liste de notations est fournie à la fin de la présente annexe.

¹⁰ En raison de la facilité computationnelle, cette méthode est utilisée pour saisir les imperfections du marché des facteurs au lieu de représenter la distorsion en tant que restrictions quantitatives.

¹¹ * Chevauchement + est une observation dans les données sur le commerce indiquant qu'un pays exporte et importe simultanément la même catégorie de produits.

Figure A4.1
Structure de production dans chaque secteur



1. Production du secteur j dans la région m

Les producteurs de chaque secteur maximisent le profit en ayant recours à la technologie de rendement d'échelle constant. La figure A4.1 illustre la structure hiérarchique à trois niveaux utilisée dans les fonctions de production. Le niveau I associe les intrants intermédiaires composites (A)¹² (c.-à-d., extrant de chaque secteur sans préciser les sources d'origine) et la valeur ajoutée (VA) à l'aide d'une fonction de production Leontief non substituable. Le niveau II décrit les possibilités de substitution entre des biens fabriqués au pays (A^D) et des biens importés composite (A^M), en ce qui concerne les intrants intermédiaires ainsi que la possibilité de substitution entre le capital (K) et la main-d'oeuvre (L) dans la valeur ajoutée. Les deux types de possibilités de substitution sont représentés par des fonctions de production CES. Le niveau III a recours à des fonctions CES pour permettre la substitution au sein des intrants intermédiaires importés provenant de différentes sources (A_i^M).

Niveau I : fonction de production Leontief

$$Q_j^m = \text{MIN}\left(\frac{VA_j^m}{a_{VA,j}^m}, \frac{A_{AGR,j}^m}{a_{AGR,j}^m}, \frac{A_{BSI,j}^m}{a_{BSI,j}^m}, \frac{A_{LIN,j}^m}{a_{LIN,j}^m}, \frac{A_{HTC,j}^m}{a_{HTC,j}^m}, \frac{A_{FCG,j}^m}{a_{FCG,j}^m}, \frac{A_{SVC,j}^m}{a_{SVC,j}^m}\right)$$

Niveau II : fonction de production CES

! Fonction valeur ajoutée dans l'industrie

$$VA_j^m = \gamma_j^m \left[\delta_j^m (K_j^m)^{\frac{\rho_j^m - 1}{\rho_j^m}} + (1 - \delta_j^m) L_j^m \right]^{\frac{\rho_j^m}{\rho_j^m - 1}}$$

! Besoin de production intermédiaire entre des biens fabriqués au pays et des biens composites importés

$$A_{k,j}^m = a_{k,j}^m Q_j^m$$

¹² Dans le but d'éviter la confusion, les notations utilisées dans les figures A4.1 et A4.2 diffèrent légèrement de celles utilisées dans les équations subséquentes. La plupart des indices sont supprimés dans les figures A4.1 et A4.2.

où

$$a_{k,j}^m = [\beta_{k,j}^m a_{k,j}^{D,m} \rho_{k,j}^{-m} + (1 - \beta_{k,j}^m) a_{k,j}^{I,m} \rho_{k,j}^{-m}] \rho_{k,j}^{-\frac{1}{m}}$$

Niveau III : Fonction de production CES

! Intrants intermédiaires importés différenciés par sources d'origine

$$A_{k,j}^{I,m} = a_{k,j}^{I,m} A_{k,j}^m$$

avec

$$a_{k,j}^{I,m} = [\sum_i \overline{D_{k,j}^{i,m}} (a_{k,j}^{i,m} \rho_{k,j}^{-I,m})] \rho_{k,j}^{-\frac{1}{I,m}}, \quad i \neq m$$

2. Consommateur dans la région m

La figure A4.2 constitue une représentation schématique de la structure hiérarchique utilisée pour les fonctions d'utilité. Le niveau I est une fonction Cobb Douglas permettant la substitution au sein des biens composites (C_k) (c.-à-d., biens sans préciser les sources d'origine). Le niveau II décrit la substitution entre des produits fabriqués au pays (C_k^D) et des produits composites importés (C_k^M) à l'aide de fonctions CES. Le niveau III décrit la possibilité de substitution parmi des produits importés provenant de différentes sources ($C_k^{i,M}$) à l'aide de fonctions CES.

Niveau I : Fonction d'utilité Cobb Douglas s'appliquant aux biens composites

$$U^m = \prod_k (C_k^m)^{\sigma_k^m}, \quad \text{where } \sum_k \sigma_k^m = 1$$

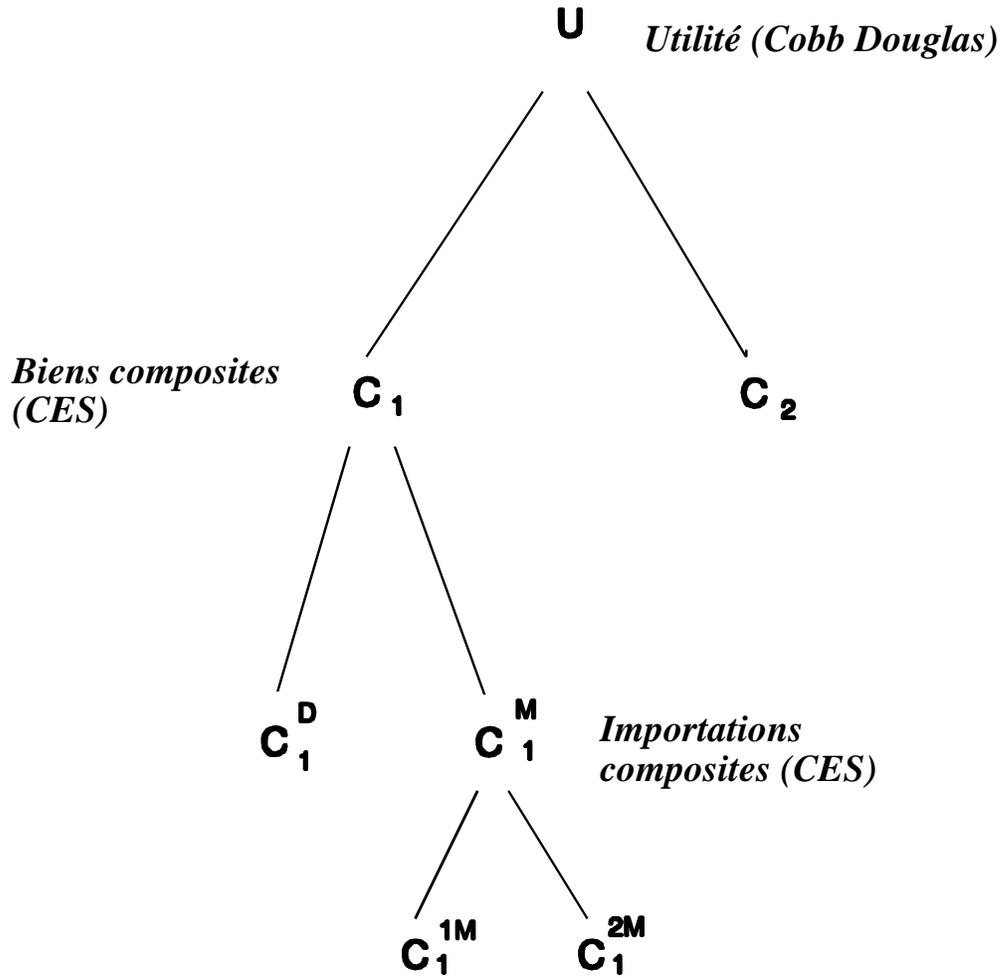
$$C_k^m = [a_k^m C_k^{Dm} \frac{\sigma_k^{m-1}}{\sigma_k^m} + (1 - a_k^m) C_k^{Im} \frac{\sigma_k^{m-1}}{\sigma_k^m}] \frac{\sigma_k^m}{\sigma_k^{m-1}}$$

Niveau II : Fonction d'utilité CES pour des biens fabriqués au pays et des biens composites importés

Niveau III : Fonction d'utilité CES pour des biens importés différenciés par sources d'origine

$$C_k^{I,m} = \left[\sum_{i \neq m} a_k^{i,m} (C_k^{i,m})^{\frac{\sigma_k^{I,m} - 1}{\sigma_k^{I,m}}} \right]^{\frac{\sigma_k^{I,m} - 1}{\sigma_k^{I,m} - 1}}, i \neq m$$

Figure A4.2
Structure hiérarchique utilisée dans les fonctions d'utilité dans les ménages



3. Gouvernement dans chaque région

Le gouvernement chinois administre le commerce, l'investissement étranger et les politiques en matière de marché des facteurs qui jouent un rôle dans l'économie. Le rôle des gouvernements dans les autres régions est de mettre en oeuvre des politiques en matière de commerce dans leur région respective. Toutes les recettes touchées par le gouvernement sont redistribuées aux consommateurs représentatifs dans leur région respective.

a. en Chine

i. Restrictions quantitatives au commerce

Comme nous l'avons déjà mentionné, les importations de la Chine étaient limitées par des licences d'importation à l'équilibre initial. Les exportations en Chine quant à elles étaient soit assujetties à des restrictions à l'exportation maximales (c.-à-d., les exportations ne pouvaient pas excéder des quantités déterminées à l'avance par les autorités chinoises) ou encore les exportations étaient assujetties à des restrictions minimales en ce qui concerne les objectifs d'exportation (c.-à-d., les exportations devaient être égales ou supérieures aux niveaux minimums fixés par le gouvernement). Vous trouverez ci-dessous la description des méthodologies utilisées pour représenter ces restrictions quantitatives au commerce en Chine.

Licence d'importation :

Le gouvernement a une dotation en permis d'importation, $\bar{I}_k^{i,CR}$ et dispose de fonctions de production Leontief pour transformer des importations de biens k de i (c.-à-d., $E_k^{i,CR}, i \neq CR$) en * version intérieure + d'importations de bien k pour CR (c.-à-d., $M_k^{i,CR}, i \neq CR$) à l'aide de $E_k^{i,CR}$ et de permis d'importation (c.-à-d., $I_k^{i,CR}$) dans une proportion déterminée égale.

$$M_k^{i,CR} = \text{MIN}[E_k^{i,CR}, I_k^{i,CR}]$$

Permis d'exportation :

De même, le gouvernement a une dotation en permis d'exportation, $\overline{D}_k^{CR,m}$. Les exportations de bien k de CR vers m (c.-à-d., $M_k^{CR,m}$) peuvent être produites à l'aide de la * version intérieure + des exportations de bien k de CR vers m (c.-à-d., $E_k^{CR,m}$) et de permis d'exportation (c.-à-d., $D_k^{CR,m}$) dans une proportion déterminée égale.

$$M_k^{CR,m} = \text{MIN}[E_k^{CR,m}, D_k^{CR,m}]$$

Subventions à l'exportation :

Le gouvernement a une dotation * négative + en objectifs en matière d'exportation $\overline{S}_k^{CR,m}$.¹³

Des exportations de bien k de CR à m (c.-à-d., $M_k^{CR,m}$) et des objectifs en matière d'exportation (c.-à-d., $S_k^{CR,m}$) peuvent être produites à l'aide de la version * intérieure + d'exportations (c.-à-d., $E_k^{CR,m}$).

$$\begin{aligned} M_k^{CR,m} &= E_k^{CR,m} \\ S_k^{CR,m} &= E_k^{CR,m} \end{aligned}$$

ii. Restriction à l'investissement étranger

Il n'existe qu'un type de capital : le capital mondial (K^W). Le gouvernement chinois réglemente l'utilisation du K^W dans l'économie en ayant recours à l'octroi de licences. En conséquence, le taux de rendement est plus élevé en Chine que dans d'autres régions à l'équilibre initial. Pour représenter la restriction à l'investissement étranger en Chine, on utilise le moyen suivant : on précise un type artificiel de capital (K^{CR}) qui doit être utilisé dans la production de

¹³ On peut considérer que le gouvernement a un montant déterminé de dettes à rembourser en ce qui concerne ce produit $\overline{S}_k^{CR,m}$.

la Chine. Aucune région ne bénéficie de dotation en K^{CR} mais le K^{CR} peut être produit à l'aide du capital mondial K^W et d'une * licence de capital + I_{CAP} dans une proportion égale.

$$K^{CR} = \text{MIN}[K^{W,CR}, I_{CAP}],$$

où $K^{W,CR}$ = montant du capital mondial K^W demandé en Chine.

iii. Taxes et subsides relatifs aux facteurs

Le gouvernement exige des taxes sectorielles sur le capital et la main-d'oeuvre (ou des subsides). Ces taux de taxes relatives aux facteurs sont choisis de manière à ce que la taxe nette sur les aux facteurs soit égale à zéro à l'équilibre initial.

$$\sum_j t_j^K \cdot P_k^{CR} \cdot K_j^{CR} = 0$$

$$\sum_j t_j^L \cdot P_L^{CR} \cdot L_j^{CR} = 0$$

b. Régions à l'exception de la Chine

Le rôle du gouvernement dans les régions est de percevoir les recettes douanières tirées des importations qui sont ensuite redistribuées aux consommateurs dans les régions respectives.

Recettes du gouvernement :

$$T^m = \sum_{i \neq m} \sum_k P_k^{i*} \left(\sum_j A_{k,j}^{i,m} \cdot \text{TARIFF}_k^{m,P} + C_k^{i,m} \cdot \text{TARIFF}_k^{m,C} \right), m \neq CR$$

L'équilibre mondial est caractérisé par une série de prix de produits, de prix des facteurs de production et d'affectations où les utilités des agents sont maximisées, où les producteurs ne réalisent aucun profit, où l'offre est égale à la demande pour des biens et des marchés de facteurs et où les budgets des gouvernements sont équilibrés.

Glossaire de notation

Production

Q_j^m : extrant du secteur j dans la région m

$A_{k,j}^m$:	quantité totale du bien composite k nécessaire pour produire Q unités de j dans la région m
VA_j^m	:	valeur ajoutée utilisée dans le secteur j de la région m
$a_{k,j}^m$:	coefficient fixe des extrants et des intrants intermédiaires
$K_j^m(L_j^m)$:	capital (main-d'oeuvre) utilisé dans le secteur j de la région m
$a_{k,j}^{D,m}$:	besoin d'unités de bien k fabriqué au pays utilisé dans le secteur j de la région m
$a_{k,j}^{I,m}(A_{k,j}^{I,m})$:	besoin d'unités (total) du bien composite importé k utilisé dans le secteur j de la région m
$a_{k,j}^{i,m}$:	besoin du bien k fabriqué dans la région i pour produire une unité du bien j dans la région m

Consommateur

U^m	:	fonction d'utilité dans la région m
C_k^m	:	demande du bien composite k dans la région m
$C_k^{D,m}$:	demande du bien k fabriqué au pays dans la région m
$C_k^{I,m}$:	demande du bien composite importé k dans la région m
$C_k^{i,m}$:	demande dans la région m du bien importé k fabriqué dans i

Gouvernement

de la Chine

$M_k^{i,CR}$:	* version intérieure + d'importations du bien k de i en Chine
$E_k^{i,CR}$:	importations du bien k de i en Chine
$I_k^{i,CR}$:	permis d'importation nécessaire pour importer le bien k de i en Chine
$M_k^{CR,m}$:	exportations du bien k de la Chine vers la région m
$E_k^{CR,m}$:	* version intérieure + d'exportations du bien k de la Chine vers la région m
$D_k^{CR,m}$:	permis d'exportation nécessaire pour exporter le bien k vers m de la Chine

$S_k^{CR,m}$:	subvention à l'exportation nécessaire pour exporter le bien k de la Chine vers m
K^{CR}	:	* version intérieure+ du capital utilisé en Chine
$K^{W,CR}$:	quantité de capital mondial demandé en Chine
I_{CAP}	:	licence de capital nécessaire pour importer du capital mondial en Chine
$t_j^K(t_j^L)$:	taux de la taxe ou des subsides sur le capital (main-d'oeuvre) sectoriel imposé en Chine
$P_k^{CR}(P_L^{CR})$:	prix du capital chinois (main-d'oeuvre)
$K_j^{CR}(L_j^{CR})$:	unités de capital (main-d'oeuvre) nécessaire dans le secteur j en Chine

Régions à l'exception de la Chine

T^m	:	revenu du gouvernement dans la région m
P_k^{i*}	:	prix international du produit k fabriqué dans la région i
$A_{k,j}^{i,m}$:	quantité du bien importé k fabriqué dans i utilisée dans la production de j en m
$TARIFF_k^{m,u}$:	tarifs plus l'équivalent tarifaire des barrières non tarifaires sur le bien k imposés aux utilisateurs u ($u =$ producteurs/consommateurs) par région m

Annexe 4.B

Explication de l'effet de bien-être négatif sur le Japon découlant de l'abolition des restrictions à l'investissement étranger imposées en Chine (Expérience B)

La perte de bien-être signalée pour le Japon dans la figure 4.1 reflète la sous-estimation de la quantité de capital japonais gardé à l'étranger à l'équilibre initial. En raison de la nature statique du modèle, les données utilisées à l'équilibre initial tiennent compte implicitement de la quantité de surplus commercial au Japon comme étant le montant de services de capital importés au pays au début de l'exercice de simulation. Ainsi, le modèle interprète le surplus commercial important du Japon à l'équilibre initial comme un indicateur que le Japon était au départ un important débiteur net. Lorsque la politique en matière d'investissement étranger sera assouplie en Chine, le Japon profitera de ses exportations de capital vers la Chine en raison du taux de rente le plus élevé au monde. Par ailleurs, étant donné que le Japon est considéré comme un débiteur net à l'équilibre initial, il doit verser un montant plus élevé de capital sur les services que l'on présume qu'il importe .

Cette caractéristique de l'exercice de calibration n'a aucune incidence importante sur les principaux résultats ressortant du modèle. Premièrement, la Chine est fondamentalement fermée à l'investissement étranger à l'équilibre initial (c.-à-d., elle n'est ni une débitrice nette ni une créditrice). La valeur de ses exportations totales est presque équivalente à la valeur de ses importations totales au début de l'expérience. Deuxièmement, l'effet de bien-être global à l'échelle mondiale demeure intouché parce que la surévaluation ou la sous-estimation des gains de bien-être nets régionaux ne représente que des transferts interrégionaux et, outre le cas du Japon, ces transferts interrégionaux ne devraient pas être importants en ce qui concerne les régions.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmad, A., Someshwar Rao et Colleen Barnes, * L'investissement étranger direct et l'intégration économique de la zone APEC+, Document de travail n° 8 d'Industrie Canada, 1996.
- Ahmad, A. et Someshwar Rao, "Trade and Foreign Direct Investment Linkages among APEC Economies," à paraître, 1996.
- Armington, Paul, "A Theory of Demand for Products Distinguished by Place of Production", document du personnel du Fonds monétaire international, 16: p. 159 à 176, 1969.
- Banque mondiale, "China's Foreign Trade Reform," Washington (DC), la Banque mondiale, 1994.
- Bhagwati, J. et A. Krueger, "Exchange Control, Liberalization, and Economic Development," American Economic Review, p. 419 à 427, mai 1973.
- Bryd, William, "The Market Mechanism and Economic Reforms in Chinese Industry," thèse de doctorat, Université Harvard, 1988.
- Chan, Thomas, "China's Price Reform in the Period of Economic Reform," The Australian Journal of Chinese Affairs, 18: p. 85 à 108, juillet 1987.
- Chen Wenjing, "Sino-Canadian Economic Relations: Priority Areas and Future Potential", in Sino-North American Trade: Challenges and Opportunities, publié par Leonard Waverman, Presses de l'Université de Toronto, Canada, 1995.
- Chinese Price Yearbook Editorial Board (CPYEB), "Chinese Price Yearbook", Beijing: Chinese Statistical Publishing House (Zhongguo Wujia Nianjian Bianji Weiyuanhui, Zhongguo. Wujia Nianjian, Beijing: Zhongguo Tongji Chubanshe), 1989.
- FMI, International Financial Statistics Yearbook, 1989, Washington (DC), 1991.
- Gera Surendra, "East Asia: Linkages to Opportunity, Trade and Investment," rédigé aux fins de présentation dans le cadre de la conférence "Succeeding in the Global Economy: Forging Business Links for Atlantic Canada", St. John, les 22 et 23 septembre 1994.
- Grant, Michael et Julie MacLure, "Profiting from China's Rapid Economic Growth: a Canadian Perspective of Guangdong Province," le Conference Board du Canada, rapport n° 141-95.

- Krueger, Anne, "The Political Economy of the Rent Seeking Economy," American Economic Review, 64(3): p. 291 à 303, juin, 1974.
- Lam, Winnie, "Impact on Asia of China's Trade, Foreign Investment, and Factor Market Reforms: A General Equilibrium Approach", thèse de doctorat, University of Western Ontario, 1996.
- Lardy, Nicholas R., "Foreign Trade and Economic Reform in China, 1978-1990," Cambridge University Press, Cambridge, 1991.
- Ministère américain du Commerce, Survey of Current Business, Washington (DC), 1995.
- Nations Unies, Annuaire statistique 1989 du commerce international, volume I, Commerce par pays, 1989.
- Nguyen, Trien, C. Perroni et R. Wigle, "A Micro-consistent dataset for the Analysis of World Trade: Source and Methods," version 1.5, 1990.
- OCDE, La performance de l'industrie manufacturière : tableaux d'indicateurs, OCDE, Paris, 1994.
- Pudney, Stephen et Limin Wang, "Rationing and Consumer Demand in China: Simulating the Effects of a Reform of the Urban Food Pricing System," un document rédigé aux fins d'un programme de recherche sur l'économie chinoise, STICERD, London School of Economics, 1991.
- Ruoen Ren et Chen Kai, "An Expenditure-Based Bilateral Comparison of Gross Domestic Product between China and the United States," Review of Income and Wealth, 40(4): p. 377 à 394, 1994.
- Rutherford, T.F., "General Equilibrium Modelling with MPS/GE", University of Western Ontario, London, Canada, 1989.
- Sicular, Terry, "Going on the Dole: Why China's State Enterprises Choose to Lose", département d'économique, document de discussion de l'University of Western Ontario, 1995.
- State Statistical Bureau City Social Economic Investigation Headquarters (SCSEIH), Chinese Price Statistical Yearbook, Beijing: Chinese Statistical Publishing House (Guojia Tongjiju Chengshi Shehui Jingji Diaocha Zhongbu, Zhongguo Wujia Tongji Nianjian, Beijing: Zhongguo Tongji Chubanshe), 1988.
- State Statistical Bureau Industrial Transport Statisticians, éditeurs , China's Industrial Economic Statistical Yearbook, Beijing: Chinese Statistical Publishing House (Guojia Tongjiju Gongye

Jiaotong Tongji Shi, éditeurs, Zhongjiao Gongye Jingji Tongji Nianjian, Beijing: Zhongguo Tongji Chubanshe), 1993.

Statistique Canada, Données commerciales en ligne.

_____, Base de données sur le commerce mondial.

Sung Yun-wing, “Chinese Outward Investment in Hong Kong: Trends, Prospects, and Policy Implications”, documents de travail de l’OCDE, documents techniques n° 113, Paris, 1996.

_____, “The Impact of the Devaluation of the Renminbi on China's Trade”, document présenté dans le cadre de l’assemblée générale annuelle de l’Allied Social Science Association, Association économique chinoise en Amérique du Nord, du 28 au 30 décembre 1988, New York, 1988.

Sutton Brent et Zhili Ge, “Opportunities and Risks for Canadian Business in China, A Business Perspective on Policy Issues,” le Conference Board du Canada, 1996.

United States International Trade Commission, “Nonrubber Footwear Quarterly Statistical Report,” rapport présenté au comité du Sénat sur les finances en rapport avec l’enquête n° 332-191 en vertu de l’article 332 de la Tariff Act de 1930, Washington (DC), juin 1991.

_____, “Price Prospects for Major Primary Commodities,” 1990-2005, volumes I et II, Washington (DC), Banque mondiale, 1989a.

_____, “Commodity Trade and Price Trends,” The Johns Hopkins University Press, Baltimore et London, 1989b.

_____, “China: External Trade and Capital,” Washington (DC), Banque mondiale, 1988.

World Markets Service, World Economic Outlook, Volume 1, premier trimestre, 1997, Lexington (MA), DRI/McGraw-Hill, 1997.

Zou, G., Jun Ma et Zhugang Wang, “China’s Coastal Development Strategy and Pacific Rim Economic Integration,” The Journal of East and West Studies, volume 19, p. 58 à 61, 1990(2).

PUBLICATIONS DE RECHERCHE D'INDUSTRIE CANADA

COLLECTION DOCUMENTS DE TRAVAIL

- N° 1 **L'intégration économique de l'Amérique du Nord : les tendances de l'investissement étranger direct et les 1 000 entreprises les plus grandes**, Industrie Canada, personnel de la Direction de l'analyse de la politique micro-économique, notamment John Knubley, Marc Legault et P. Someshwar Rao, 1994.
- N° 2 **Les multinationales canadiennes : analyse de leurs activités et résultats**, Industrie Canada, personnel de la Direction de l'analyse de la politique micro-économique, notamment P. Someshwar Rao, Marc Legault et Ashfaq Ahmad, 1994.
- N° 3 **Débordements transfrontaliers de R-D entre les industries du Canada et des États-Unis**, Jeffrey I. Bernstein, Université Carleton et National Bureau of Economic Research, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1994.
- N° 4 **L'impact économique des activités de fusion et d'acquisition sur les entreprises**, Gilles Mcdougall, Direction de l'analyse de la politique micro-économique, Industrie Canada, 1995.
- N° 5 **La transition de l'université au monde du travail : analyse du cheminement de diplômés récents**, Ross Finnie, École d'administration publique, Université Carleton et Statistique Canada, 1995.
- N° 6 **La mesure du coût d'observation lié aux dépenses fiscales : les stimulants à la recherche-développement**, Sally Gunz, Université de Waterloo, Alan Macnaughton, Université de Waterloo, et Karen Wensley, Ernst & Young, Toronto, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1996.
- N° 7 **Les structures de régie, la prise de décision et le rendement des entreprises en Amérique du Nord**, P. Someshwar Rao et Clifton R. Lee-Sing, Industrie Canada, 1996.
- N° 8 **L'investissement étranger direct et l'intégration économique de la zone APEC**, Ashfaq Ahmad, P. Someshwar Rao et Colleen Barnes, Direction de l'analyse de la politique micro-économique, Industrie Canada, 1996.
- N° 9 **Les stratégies de mandat mondial des filiales canadiennes**, Julian Birkinshaw, Institute of International Business, Stockholm School of Economics, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1996.
- N° 10 **R-D et croissance de la productivité dans le secteur manufacturier et l'industrie du matériel de communications au Canada**, Jeffrey I. Bernstein, Université Carleton, et The National Bureau of Economic Research, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1996.

- N° 11 **Évolution à long terme de la convergence régionale au Canada**, Serge Coulombe, Département de sciences économiques, Université d'Ottawa, et Frank C. Lee, Industrie Canada, 1996.
- N° 12 **Les répercussions de la technologie et des importations sur l'emploi et les salaires au Canada**, Frank C. Lee, Industrie Canada, 1996.
- N° 13 **La formation d'alliances stratégiques dans les industries canadiennes: une analyse micro-économique**, Sunder Magun, Applied International Economics, 1996.
- N° 14 **Performance de l'emploi dans l'économie du savoir**, Surendra Gera, Industrie Canada, et Philippe Massé, Développement des ressources humaines Canada, 1997.
- N° 15 **L'économie du savoir et l'évolution de la production industrielle**, Surendra Gera, Industrie Canada, et Kurt Mang, ministère des Finances, 1997.
- N° 16 **Stratégies commerciales des PME et des grandes entreprises au Canada**, Gilles Mcdougall et David Swimmer, Industrie Canada, 1997.
- N° 17 **Incidence sur l'économie mondiale des réformes en matière d'investissement étranger et de commerce mises en oeuvre en Chine**, Winnie Lam, Industrie Canada, 1997.

COLLECTION DOCUMENTS DE DISCUSSION

- N° 1 **Les multinationales comme agents du changement : définition d'une nouvelle politique canadienne d'investissement étranger direct**, Lorraine Eden, Université Carleton, 1994.
- N° 2 **Le changement technologique et les institutions économiques internationales**, Sylvia Ostry, Centre for International Studies, Université de Toronto, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1995.
- N° 3 **La régie des sociétés au Canada et les choix sur le plan des politiques**, Ronald J. Daniels, Faculté de droit de l'Université de Toronto, et Randall Morck, Faculté d'administration des affaires de l'Université de l'Alberta, 1996.
- N° 4 **L'investissement étranger direct et les politiques d'encadrement du marché : réduire les frictions dans les politiques axées sur la concurrence et la propriété intellectuelle au sein de l'APEC**, Ron Hirshhorn, 1996.

COLLECTION DOCUMENTS HORS-SÉRIE

- N° 1 **Obstacles officiels et officieux à l'investissement dans les pays du G-7 : analyse par pays**, Industrie Canada, personnel de la Direction de l'analyse de la politique micro-économique, notamment Ashfaq Ahmad, Colleen Barnes, John Knuble, Rosemary D. MacDonald et Christopher Wilkie, 1994.
- Obstacles officiels et officieux à l'investissement dans les pays du G-7 : résumé et conclusions**, Industrie Canada, personnel de la Direction de l'analyse de la politique micro-économique, notamment Ashfaq Ahmad, Colleen Barnes et John Knuble, 1994.
- N° 2 **Les Initiatives d'expansion commerciale dans les filiales de multinationales au Canada**, Julian Birkinshaw, Université Western Ontario, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1995.
- N° 3 **Le rôle des consortiums de R-D dans le développement de la technologie**, Vinod Kumar, Research Centre for Technology Management, Université Carleton, et Sunder Magun, Centre de droit et de politique commerciale, Université d'Ottawa et Université Carleton, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1995.
- N° 4 **Écarts hommes/femmes dans les programmes universitaires**, Sid Gilbert, Université de Guelph, et Alan Pomfret, King's College, Université Western Ontario, 1995.
- N° 5 **La compétitivité : notions et mesures**, Donald G. McFetridge, Département d'économique, Université Carleton, 1995.
- N° 6 **Aspects institutionnels des stimulants fiscaux à la R-D : le crédit d'impôt à la RS&DE**, G. Bruce Doern, École d'administration publique, Université Carleton, 1995.
- N° 7 **La politique de concurrence en tant que dimension de la politique économique : une analyse comparative**, Robert D. Anderson et S. Dev Khosla, Direction de l'économique et des affaires internationales, Bureau de la politique de concurrence, Industrie Canada, 1995.
- N° 8 **Mécanismes et pratiques d'évaluation des répercussions sociales et culturelles des sciences et de la technologie**, Liora Salter, Osgoode Hall Law School, Université de Toronto, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1995.
- N° 9 **Sciences et technologie : perspectives sur les politiques publiques**, Donald G. McFetridge, Département d'économique, Université Carleton, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1995.

- N° 10 **Innovation endogène et croissance : conséquences du point de vue canadien**, Pierre Fortin, Université du Québec à Montréal et Institut canadien de recherches avancées, et Elhanan Helpman, Université de Tel-Aviv et Institut canadien de recherches avancées, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1995.
- N° 11 **Les rapports université-industrie en sciences et technologie**, Jérôme Doutriaux, Université d'Ottawa et Margaret Barker, Meg Barker Consulting, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1995.
- N° 12 **Technologie et économie : examen de certaines relations critiques**, Michael Gibbons, Université de Sussex, dans le cadre d'un contrat avec Industrie Canada, 1995.
- N° 13 **Le perfectionnement des compétences des cadres au Canada**, Keith Newton, Industrie Canada, 1995.
- N° 14 **Le facteur humain dans le rendement des entreprises : stratégies de gestion axées sur la productivité et la compétitivité dans l'économie du savoir**, Keith Newton, Industrie Canada, 1996.
- N° 15 **L'impôt salarial et l'emploi : une étude documentaire**, Joni Baran, Industrie Canada, 1996.

PUBLICATIONS CONJOINTES

Capital Budgeting in the Public Sector, en collaboration avec l'Institut John Deutsch, sous la direction de Jack Mintz et Ross S. Preston, 1994.

Infrastructure and Competitiveness, en collaboration avec l'Institut John Deutsch, sous la direction de Jack Mintz et Ross S. Preston, 1994.

Getting the Green Light: Environmental Regulation and Investment in Canada, en collaboration avec l'Institut C.D. Howe, sous la direction de Jamie Benidickson, G. Bruce Doern et Nancy Olewiler, 1994.

Pour obtenir des exemplaires de l'un ou de l'autre des documents publiés dans le cadre du *Programme des publications de recherche*, veuillez communiquer avec le :

Responsable des publications
Analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada
5^e étage, tour ouest
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

N^o de téléphone : (613) 952-5704
N^o de télécopieur : (613) 991-1261